

BILAN STATISTIQUE DES PRETS CONVENTIONNES DE L'ANNEE 2012

A)	Des taux toujours bas.....	2
B)	La réglementation de l'année	4
1)	Les PAS.	4
2)	Le Prêt à taux zéro :	5
C)	Baisse du nombre de prêts conventionnés, mais hausse des montants par rapport à 2011.	5
D)	Les prêts conventionnés plus dans l'ancien, malgré une très légère hausse du neuf.	6
F)	Près des deux tiers des PC sont des PAS.	9
G)	Evolution des parts de marché.....	11
H)	Une part de PC à taux variable toujours plus basse.	12
I)	Un montant moyen prêté en augmentation, mais avec des grandes disparités.	14
1)	Comparaison par type d'opération.....	14
2)	Comparaison par type de taux.....	15
3)	Comparaison PAS et non PAS.....	16
J)	Une baisse du nombre de PC éligibles à l'APL.....	17
K)	Les montants effectivement versés en recul.	19
L)	Baisse des amortissements et des remboursements anticipés.	20
M)	L'encours des prêts : 65 milliards d'euros.....	20
	ANNEXES	23

PRETS CONVENTIONNES STATISTIQUES

ANNEE 2012

Avertissement : les statistiques sur les prêts PAS issues des déclarations des prêts conventionnés ne sont pas directement comparables aux statistiques issues de la base de données du FGAS, ni à celles émises par la Banque de France dans la double mesure où la procédure de déclaration n'est pas la même et où les statistiques PC donnent les renseignements pour les « autorisations » et les « versements »¹ de prêts alors que les deux autres sources (FGAS et Banque de France) indiquent les « mises en force » .

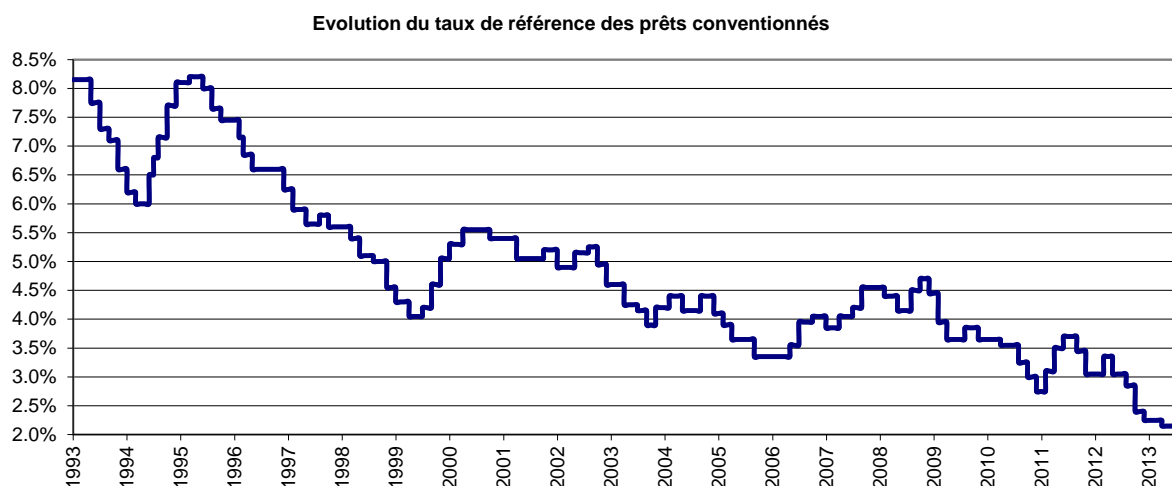
Production de l'année 2012 : 93 621 prêts pour 10.2 milliards d'euros

Rappel 2011 : 96 671 prêts pour 10.0 milliards d'euros
Rappel 2010 : 114 781 prêts pour 11.31 milliards d'euros

Encours des PC à la fin du 4e trimestre 2012 : 68.6 milliards d'euros

Rappel 2011 : 64.4 milliards d'euros
Rappel 2010 : 61.2 milliards d'euros

A) Des taux de plus en plus bas au cours de l'année 2012.



¹ Rappel de quelques définitions :

Les « autorisations » sont (en effectif ou en montant) les prêts ayant fait l'objet de l'émission d'une offre pendant la période sous revue.

Les « versements » (encore appelés « affaires nouvelles ») sont les sommes effectivement mises à la disposition de l'emprunteur pendant la période sous revue.

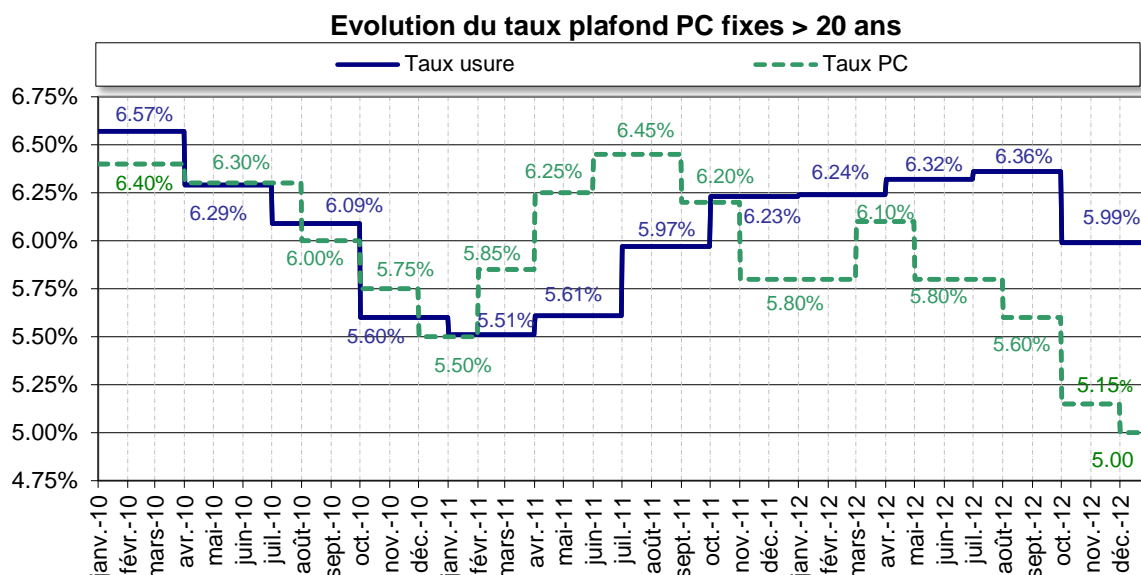
Enfin les « mises en force » sont les crédits ayant fait l'objet au cours de la période sous revue, d'un premier versement effectif au bénéficiaire du prêt, quel que soit le montant de ce décaissement. Les crédits sont déclarés en une seule fois, pour le montant total accordé, dès le premier versement, quel que soit le rythme adopté ou prévu pour les versements ultérieurs.

Malgré un sursaut entre le 1^{er} mars et le 31 mai 2012 à 3.35% le taux de référence est resté orienté à la baisse : depuis le 1^{er} octobre 2012 il a atteint un niveau très bas avec 2.40%, puis 2.35% à compter du 1^{er} décembre 2012.

Rappels :

1. Les marges appliquées au taux de référence pour obtenir les taux plafonds sont de 2.3% pour les PC à taux variable quelle que soit la durée et pour ceux à taux fixe d'une durée inférieure ou égale à 12 ans, de 2.5% pour ceux d'une durée comprise entre 12 et 15 ans, de 2.65% pour ceux d'une durée comprise entre 15 et 20 ans et de 2.75% pour ceux d'une durée supérieure à 20 ans.
2. Les taux pratiqués, majorés des divers éléments composant le T.E.G, ne doivent pas dépasser le seuil de l'usure en vigueur.
3. La base des prêts conventionnés ne permet pas de connaître les taux pratiqués par les établissements.

Cette année, le taux plafond des PC à taux fixe d'une durée supérieure à 20 ans est toujours resté inférieur au taux d'usure. Précédemment, la situation inverse s'est parfois produite : au 3^e trimestre 2010, le taux d'usure se situait à 6.29%, pour un taux plafond PC à 6.30%, en octobre et novembre 2010 (avec un taux d'usure à 5.60% pour un taux PC à 5.75%) et sur une grande partie de l'année 2011, de février à fin septembre.



B) Les changements de réglementation de l'année

1) Les PAS.

Pour les offres de prêt émises en 2012, les plafonds de ressources pour l'obtention d'un prêt PAS sont inchangés (comme en 2011 on retient comme revenu plancher le 10^{ème} du montant d'opération :

- Pour les offres émises à compter du 1er juin 2011,

NOMBRE DE PERSONNES destinées à occuper le logement	ZONE A	ZONE B1	ZONE B2	ZONE C
1	25 500 €	21 500 €	20 000 €	18 500 €
2	35 700 €	30 100 €	28 000 €	25 900 €
3	43 350 €	36 550 €	34 000 €	31 450 €
4	51 000 €	43 000 €	40 000 €	37 000 €
5	58 650 €	49 450 €	46 000 €	42 550 €
6	66 300 €	55 900 €	52 000 €	48 100 €
7	73 950 €	62 350 €	58 000 €	53 650 €
8 et +	81 600 €	68 800 €	64 000 €	59 200 €

Pour mémoire, les plafonds de ressources des PAS n'étaient pas les mêmes pour les offres émises entre le 1er janvier et le 31 mai 2011 :

NOMBRE DE PERSONNES destinées à occuper le logement	ZONE A	ZONE B OU C
1	22 113 €	19 225 €
2	33 048 €	25 673 €
3	43 323 €	30 874 €
4	51 725 €	37 272 €
5	61 542 €	43 846 €
6	69 250 €	49 414 €
Par personne supplémentaire	7 715 €	5 512€

Au 1er janvier 2010 les plafonds de ressources des PAS avaient été modifiés pour s'aligner sur ceux des PLUS, alors qu'ils l'étaient sur ceux du NPTZ pour la période du 1er novembre 2008 au 31 décembre 2009.

2) Le Prêt à taux zéro :

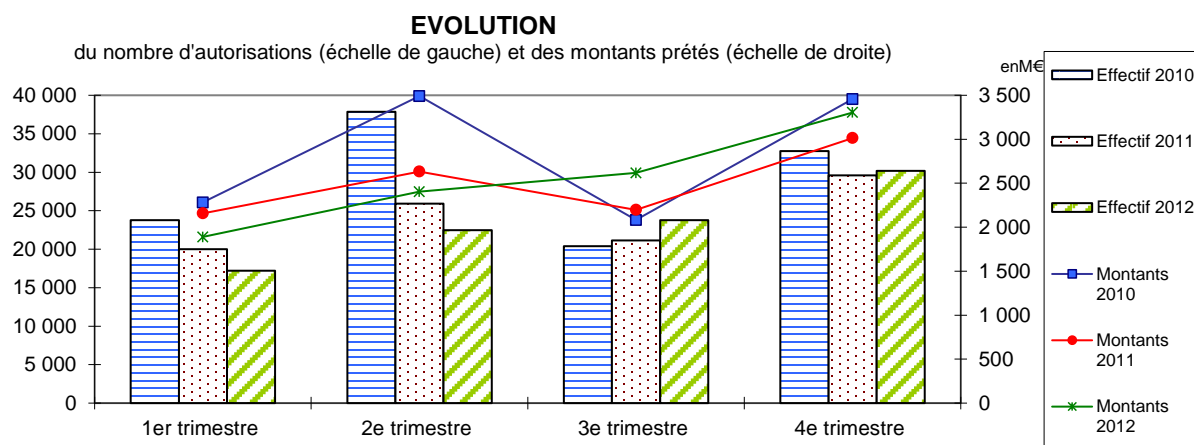
La loi de finances initiale pour 2012 a procédé à un « recentrage » du PTZ+, en vue de réduire son coût pour les finances publiques : à partir du 1er janvier 2012, il est limité aux seules opérations dans le neuf (et aux cessions de logements HLM) et est de nouveau sous plafond de ressources. Les montants d'opération restent inchangés (voir la partie prêt à taux zéro pour plus de détail).

Pour 2013, le PTZ+ dans le neuf, par parallélisme avec les normes de construction, est réservé aux constructions performantes énergétiquement, avec la suppression de la 6^{ème} tranche du barème 2012.

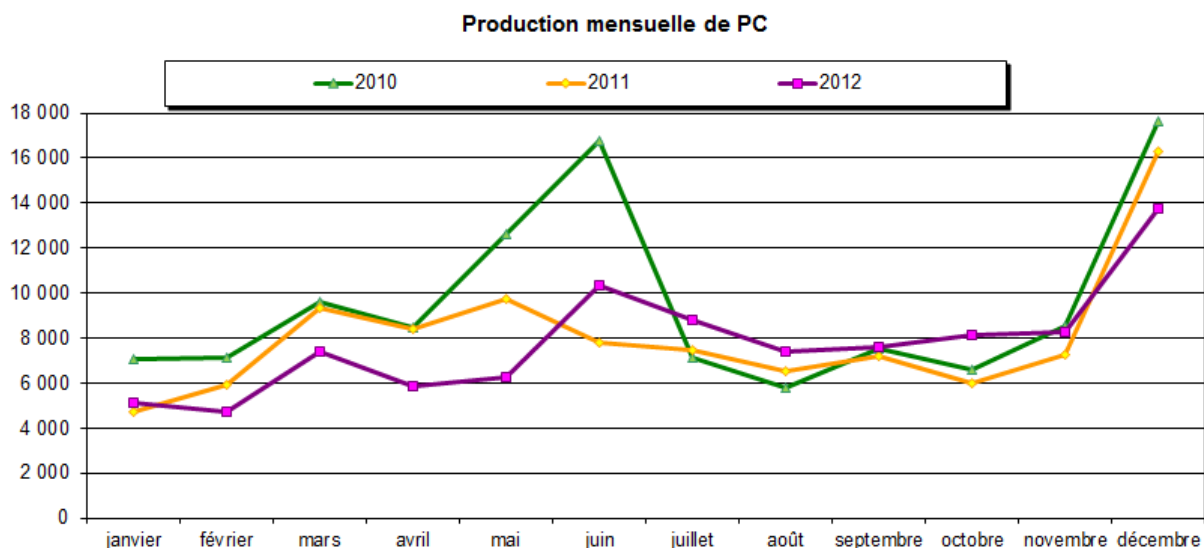
C) Baisse du nombre de prêts conventionnés, mais hausse des montants par rapport à 2011. (Annexe 1)

L'ensemble de la production des prêts conventionnés baisse de 3.2% en effectif par rapport à l'année précédente et de 18.4% par rapport à la très forte production de l'année 2010. Le montant prêté pour l'ensemble des PC augmente de 2.1% par rapport à 2011 mais est inférieur de 9.7% à celui de 2010.

Les deux premiers trimestres ont une production plus faible que celle des mêmes trimestres 2011, eux-mêmes plus faibles que 2010. Au cours du 3e trimestre, le nombre de prêts conventionnés a progressé de 12.5% par rapport au 3e trimestre 2011 et de 16.5% par rapport au 3e trimestre 2010. L'effectif du 4e trimestre est en hausse de 2.0% par rapport à celui de 2011, mais en baisse de 7.9% par rapport à celui de 2010. Pour mémoire, au cours de l'année 2010 plusieurs réformes avaient eu lieu : au 1er juillet fin du strict doublement dans le neuf du NPTZ (maintien d'une multiplication par 1.5) et au 31 décembre, extinction du crédit d'impôt de déduction des intérêts d'emprunt (« dispositif TEPA ») et disparition de plusieurs dispositifs liés au NPTZ au 31 décembre, ce qui explique les 2 pics de l'année 2010 et le pic unique des années 2011 et 2012.



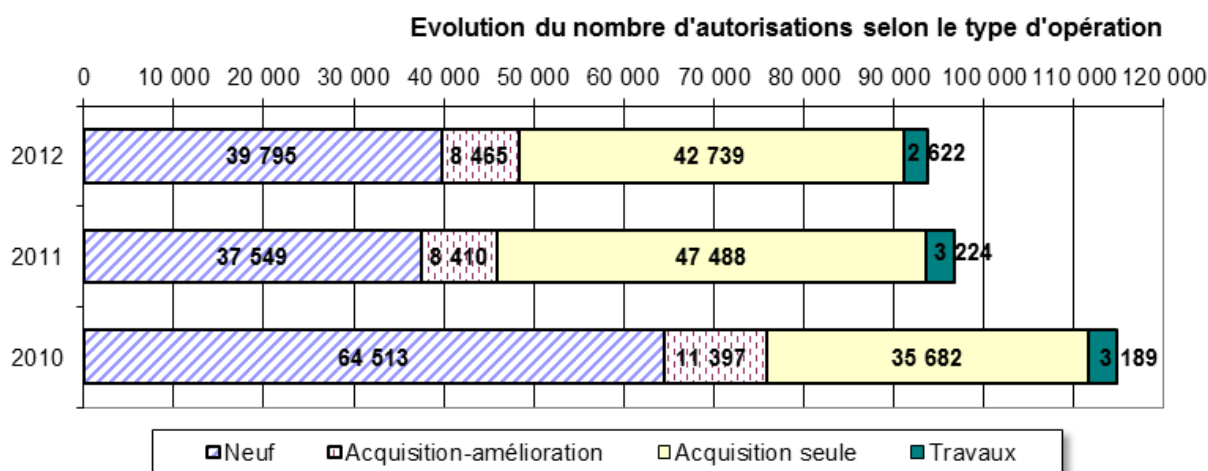
La production mensuelle de 2012 montre un pic en décembre mais elle reste moins élevée que les deux années précédentes. L'année 2012 avait démarré par une faible production, mais à partir du mois de juin elle devient supérieure à celle de 2011, sauf en décembre.



D) Les prêts conventionnés plus dans l'ancien, malgré une très légère hausse du neuf.
(cf. Annexe 3)

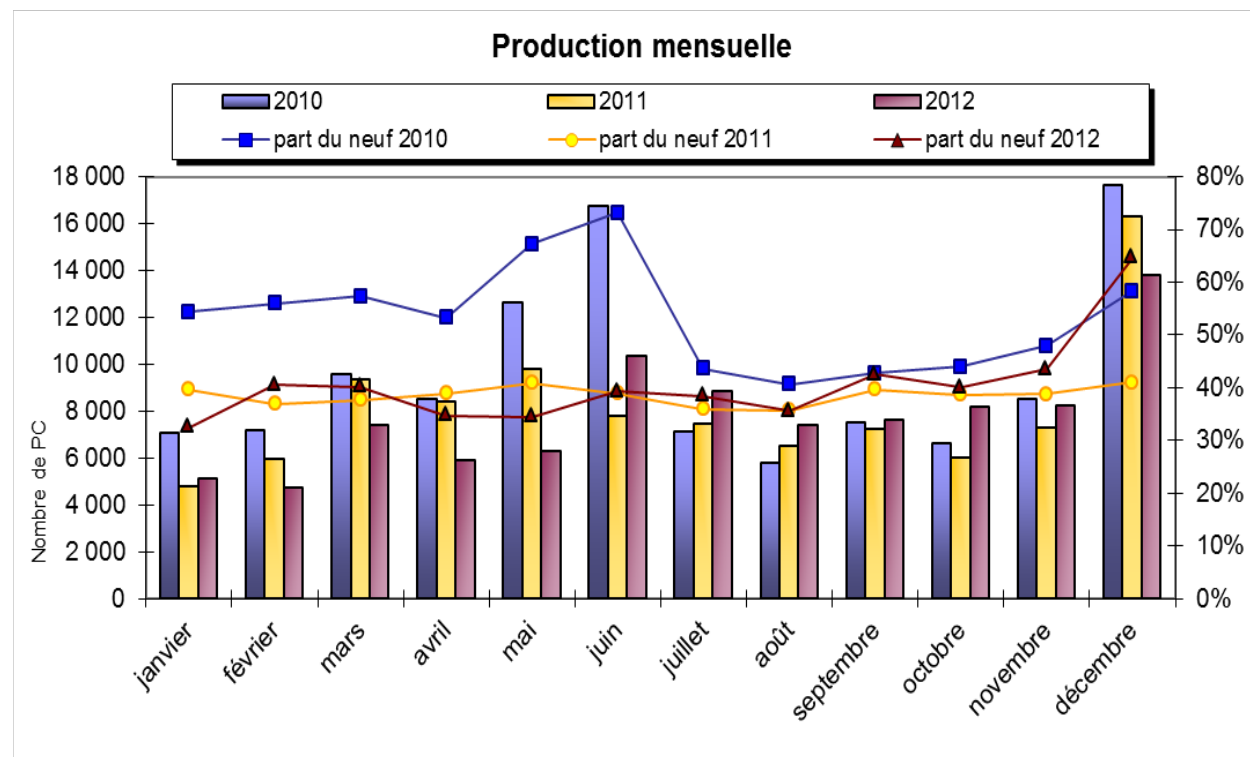
Le nombre de prêts conventionnés augmente pour le neuf de 6.0% par rapport à 2011, mais se situe bien au-dessous du niveau de 2010 (-38.3%), tandis qu'il diminue de 10% pour les acquisitions seules et qu'il est stable pour les acquisitions avec travaux (+0.7%) par rapport à 2011. La comparaison avec l'année 2010, montre des évolutions contraires : +19.8% pour les acquisitions seules et -25.7% pour les acquisitions avec amélioration.

Les prêts conventionnés destinés aux travaux restent marginaux (2.8% de la production).

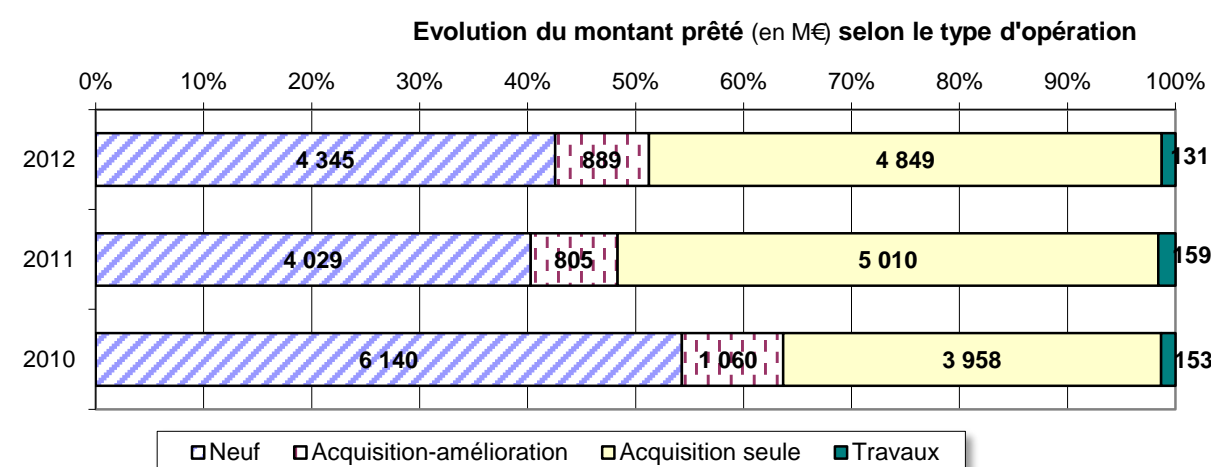


La part du neuf passe ainsi de 38.8% des prêts conventionnés en 2011 à 42.5% cette année ; elle se situait cependant à 56.2% en 2010. Comme en 2011, elle est restée relativement stable au cours de l'année 2012 (à l'exception du mois de décembre où elle atteint 64%), contrairement à 2010 où elle présentait des pics en mai à 67.3% et en juin à 73.1%, (juste avant la fin du strict doublement du NPTZ).

Les acquisitions seules représentent 45.7% (contre 49.1% en 2011 et 31.1% en 2010) des opérations financées par un PC. La part des acquisitions avec amélioration se situe cette année à 9.0% (8.7% en 2011 et 9.9% en 2012).



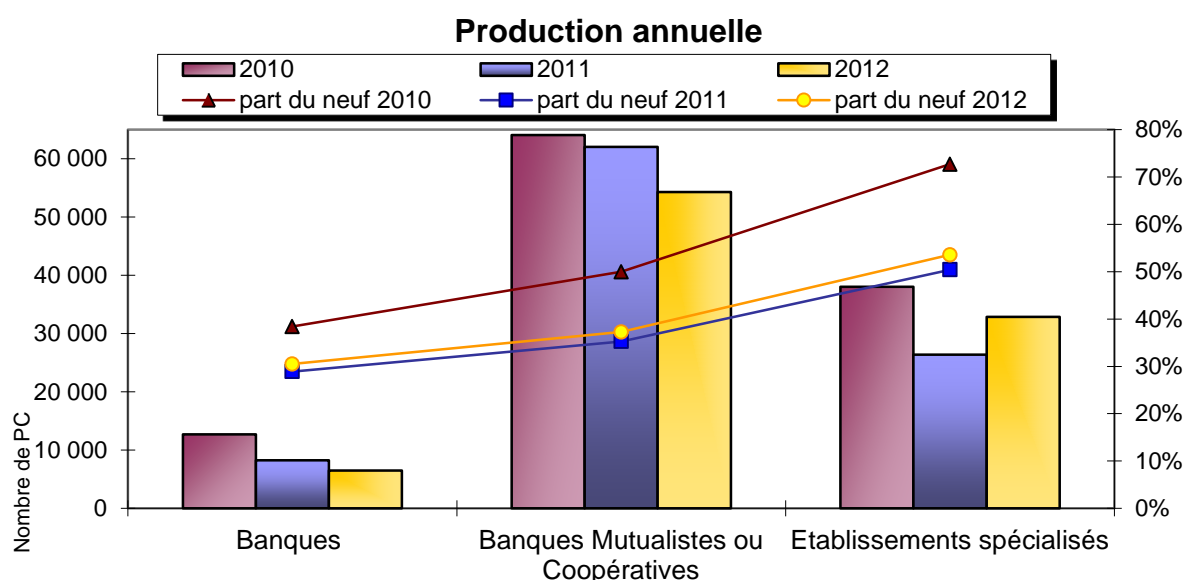
Les montants distribués sont en hausse pour le neuf de 10.4% par rapport à 2011 mais en baisse de 29.2% par rapport à 2010, de même que pour les évolutions des acquisitions avec amélioration, respectivement de 10.4% et -16.2%. Ceux pour l'acquisition seule diminuent de 3.2% par rapport à 2011 mais sont en hausse de 22.5% par rapport à 2010. (L'étude du montant moyen prêté par type d'opération est faite page 14)



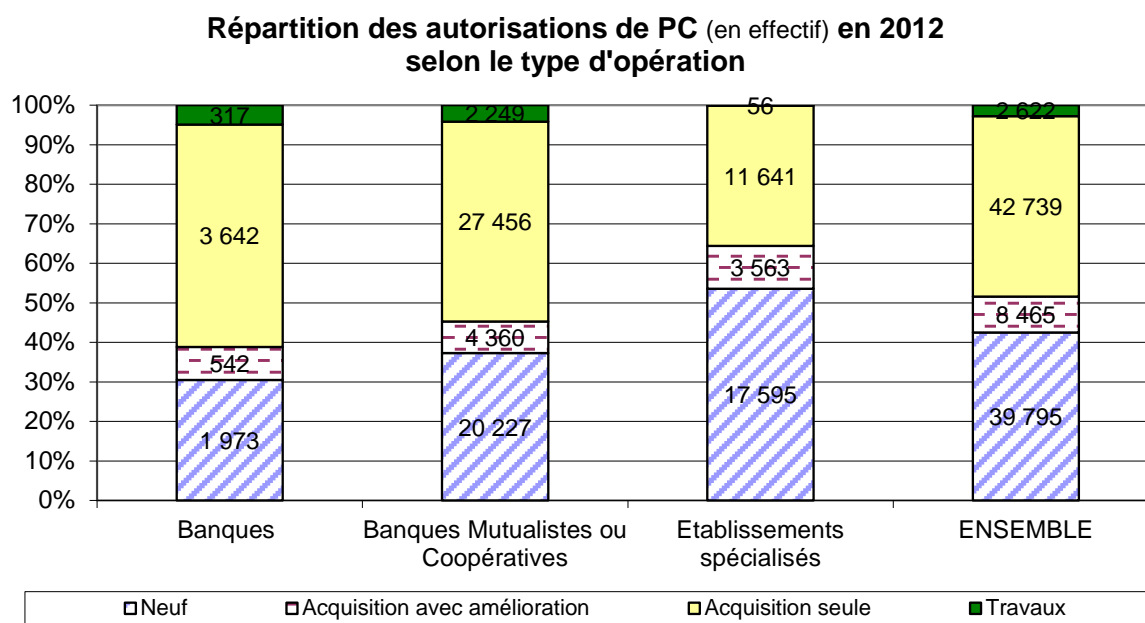
E) Le neuf chez les établissements spécialisés et l'ancien chez les autres distributeurs.

Les graphiques suivants montrent que la ventilation par type d'opération est différente selon la catégorie d'établissement de crédit².

La part du neuf reste majoritaire pour les établissements spécialisés en atteignant 53.6% tandis qu'elle se situe à 37.3% pour les banques mutualistes ou coopératives et 30.5% pour les banques. En 2011, ces valeurs étaient respectivement de 50.4%, 35.2% et 28.9% et en 2010 de 72.7%, 35.2% et 28.9%.



On constate également que les banques et les banques mutualistes ou coopératives distribuent plus de prêts conventionnés pour les acquisitions seules que pour le neuf. La proportion de PC concernant les acquisitions seules y atteint respectivement 56.3% et 50.6% (contre 35.4% chez les établissements spécialisés).



² La liste des établissements est consultable en annexe 7

F) Près des deux tiers des PC sont des PAS.

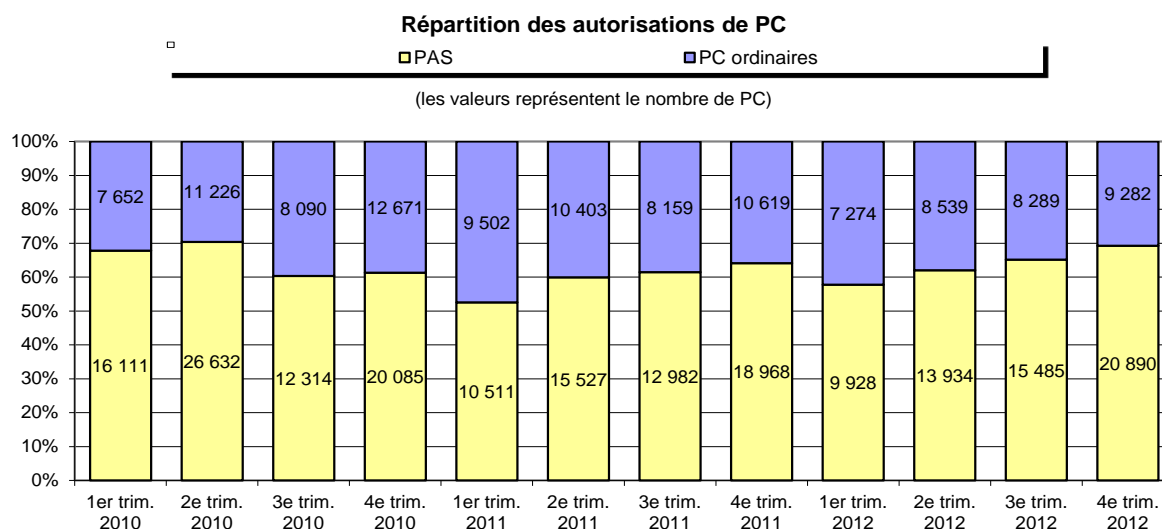
(cf. Annexe 4)

En 2012, les PAS³ représentent 64.3% des autorisations de prêts conventionnés et 59.9% des montants prêtés (respectivement 60.0% et 53.9% en 2011 et 65.5% et 59.3% en 2010).

	Ensemble		PAS		Non PAS	
	Effectifs	Montant en M€	Effectifs	Montant en M€	Effectifs	Montant en M€
2012	93 621	10 214	60 237	6 117	33 383	4 097
2011	96 671	10 002	57 988	5 388	38 682	4 614
2010	114 781	11 311	75 142	6 711	39 639	4 600

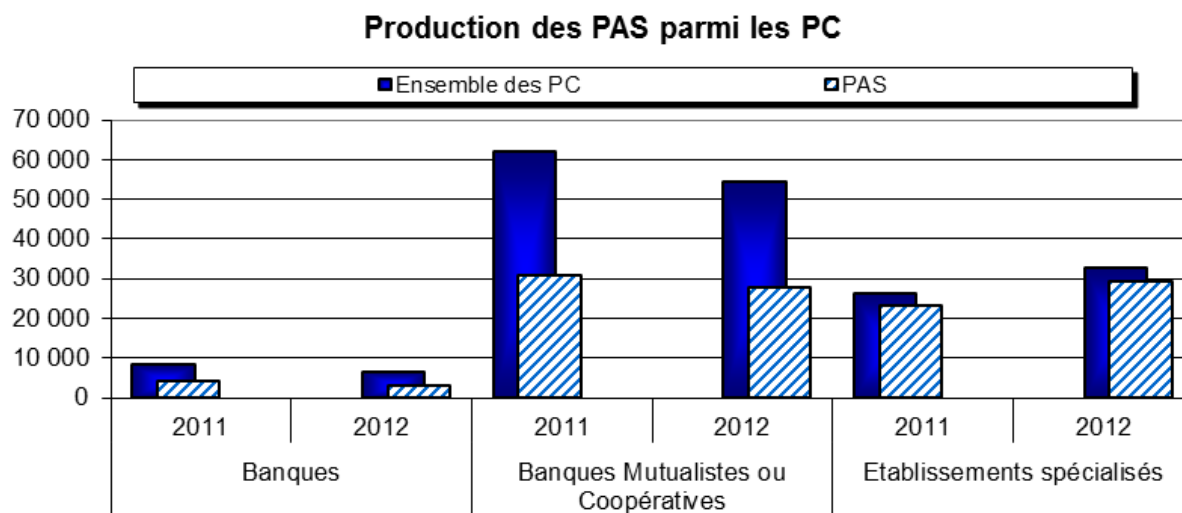
Le nombre de PAS augmente de 3.9% en 2012, celui de PC ordinaires baisse de 13.7%. Concernant les montants prêtés, ils progressent de 13.5% pour les PAS et diminuent de 11.2% pour les non PAS.

L'analyse détaillée par trimestre montre que la part des PAS augmente tout au long de l'année, se situant à 57.7% au 1^{er} trimestre puis 62.0% et 65.1% au 2^e et 3^e trimestre et 69.2% pour le dernier trimestre.



Chez les établissements spécialisés, la proportion de PAS parmi les PC reste très élevée, atteignant 89.1% cette année contre 88.0% l'année précédente. Chez les banques mutualistes ou coopératives, les PAS restent majoritaires parmi les PC : 51.2% (49.6% en 2011 et 55.9% en 2010). Cette part se situe à 48.8% chez les banques (48.4% en 2011 et 51.1% en 2010)

³ Un établissement ayant corrigé à partir de janvier 2010 ses déclarations concernant les prêts garantis par le FGAS, sans reprendre l'historique, les données des années précédentes ne sont pas rigoureusement comparables, la production de PAS avant 2010 étant surévaluée pour les établissements mutualistes ou coopératifs. Les modifications de données de cet établissement ont entraîné une baisse de 10% sur la production globale des PAS de l'année 2010.



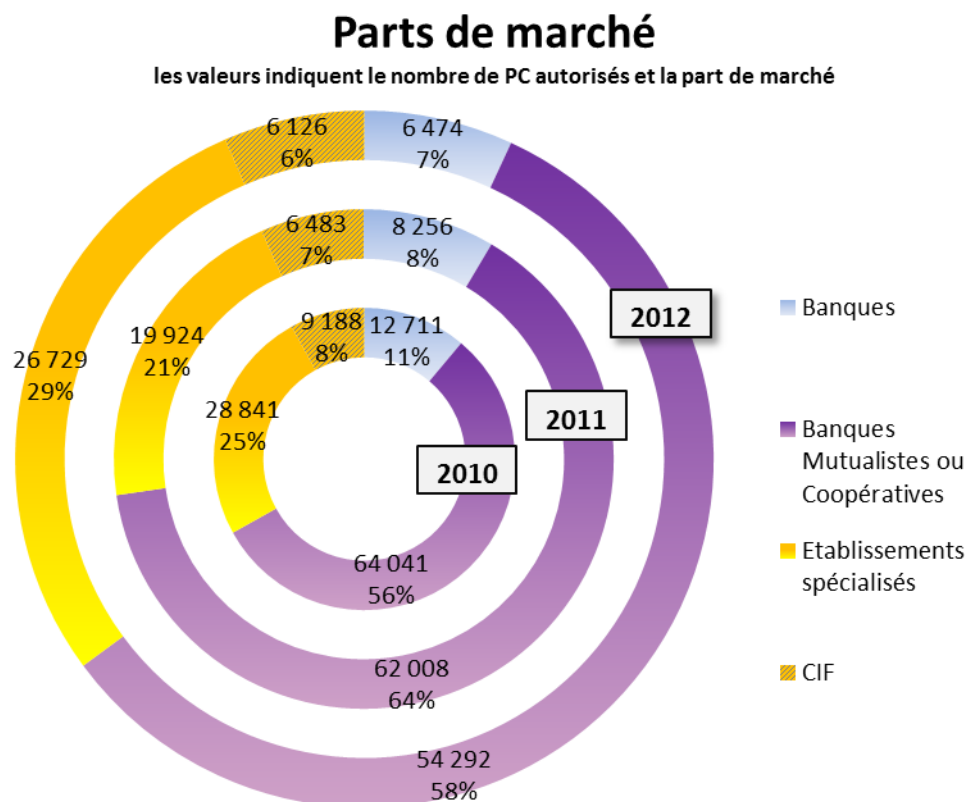
Les PAS sont essentiellement produits par les établissements spécialisés (48.6%) et les banques mutualistes ou coopératives (43.7%).

A titre indicatif, la base FGAS⁴ contient 57 116 PAS émis pour un montant de 5 724M€ pour l'année 2012, 59 158 PAS émis pour un montant de 5 385M€ pour l'année 2011 et 69 577 PAS émis pour un montant de 6 230M€ pour l'année 2010.

⁴ Base FGAS avec les déclarations reçues au 16 juillet 2013 qui sont loin d'être définitives (elles ne le sont en général qu'au bout d'environ deux ans), il n'est donc pas anormal que le nombre de PAS reçus au titre des déclarations PC soit supérieur à celui déduit des déclarations FGAS sur les deux années civiles les plus récentes.

G) Evolution des parts de marché.
(Annexes 2 et 6)

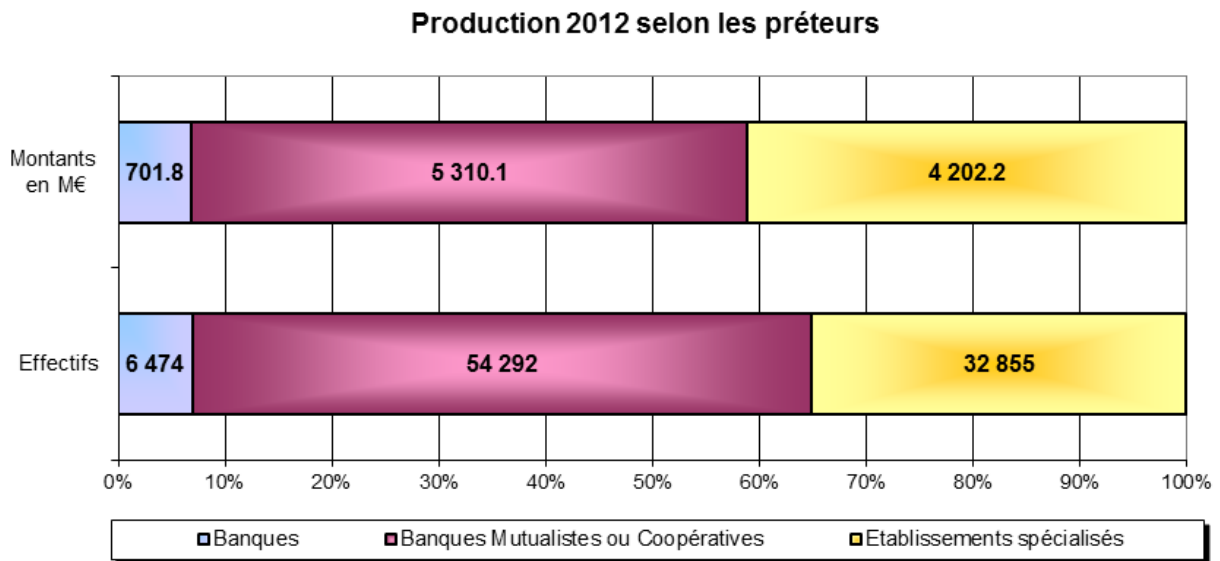
En octroyant 58.0% des prêts conventionnés de l'année 2012, les banques mutualistes ou coopératives restent le plus gros distributeur de prêts conventionnés ; elles perdent cependant 6.1 points de part de marché après en avoir gagné 8.3 l'année précédente. Les établissements spécialisés progressent de 7.8 points cette année, tandis que les banques perdent 1.6 point malgré la mise en extinction de la production du CIF en cours d'année.



Parts de marché calculées en nombre d'autorisations

	Ensemble des PC			PAS seuls		
	2011	2012	Évolution 2011/2012	2011	2012	Évolution 2011/2012
Banques	8.5%	6.9%	↘	6.9%	5.2%	↘
Banques mutualistes ou coopératives	64.1%	58.0%	↘	53.0%	46.2%	↘
Etablissements spécialisés	27.3%	35.1%	↗	40.1%	48.6%	↗
TOTAL	100.00%	100.00%		100.0%	100.0%	

La répartition des autorisations de prêts conventionnés selon les types de prêteurs varie légèrement selon qu'il s'agisse des effectifs ou des montants prêtés. La différence tient à ce que les établissements de crédit spécialisés distribuent des prêts d'un montant moyen nettement plus élevé que celui des banques mutualistes ou coopératives. En effet, le montant moyen prêté varie de 97 800 € pour les banques mutualistes ou coopératives (stable +0.1% par rapport à 2011) à 127 900 € pour les établissements spécialisés (+11.0% par rapport à l'année précédente) ; il se situe à 108 400 € pour les banques (en hausse de 0.9%).



H) Une part de PC à taux variable toujours plus basse.

(cf. Annexe 1)

Les PC à taux révisable représentent 2.7% des PC autorisés au cours de l'année 2012, tandis qu'ils étaient à 5.2% l'année précédente et de 6.0% en 2010.

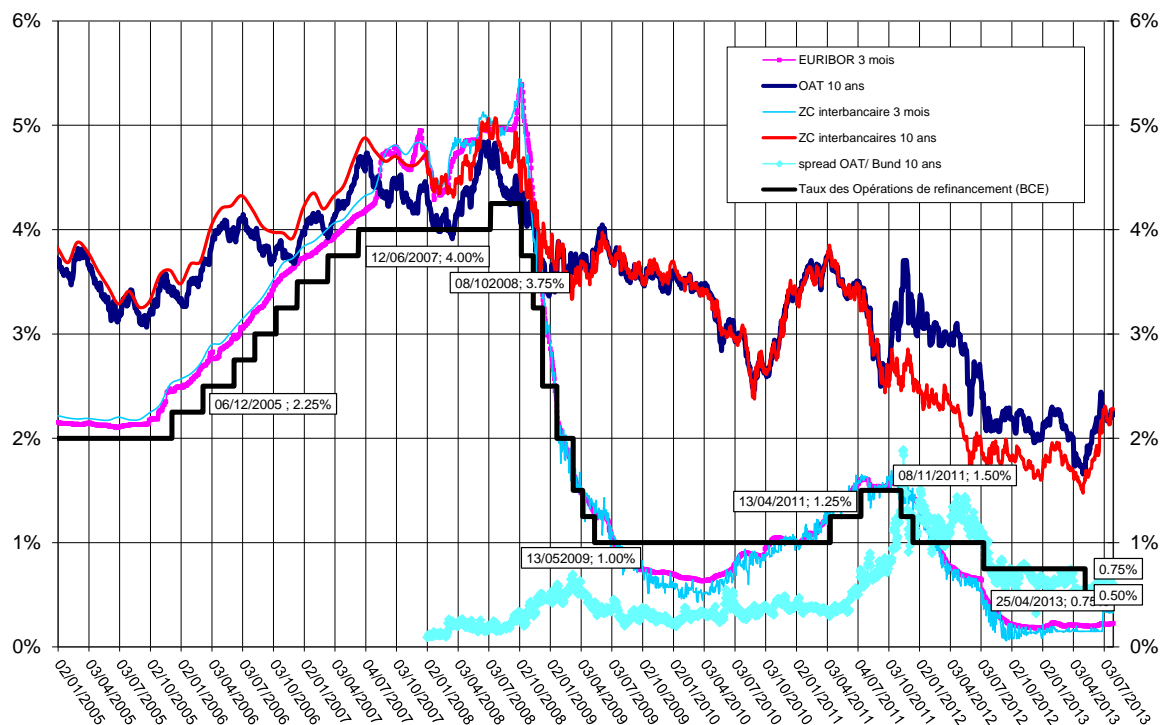
Les prêts conventionnés à taux variable⁵ sont en baisse de 37.3% pour les effectifs et de 37.1% pour les montants prêtés par rapport à 2011 (pour une production globale en baisse de 3.16% et en hausse de 2.1% pour les montants). La baisse est encore plus forte par rapport à 2010 (respectivement 58.2% et 51.7 %) pour une production globale en baisse respectivement de 18.4% et 9.7%.

On observe un phénomène similaire dans la base des seuls prêts garantis où la part des PAS émis à taux variable se situe à 2.1% en 2012, 3.9% en 2011 et 4.1% en 2010.

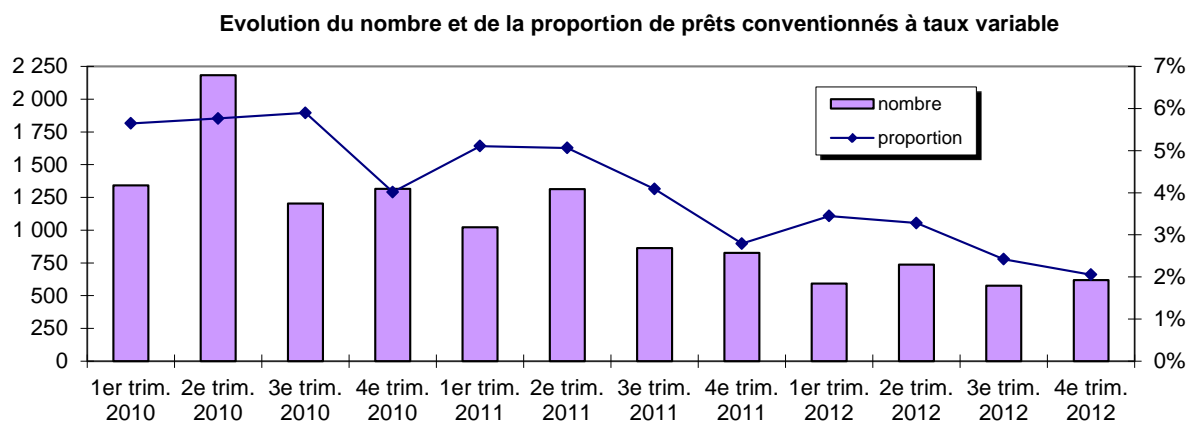
Une explication à ce phénomène tient sans doute au fait que compte tenu de ce que les durées des prêts restent sur les niveaux historiquement les plus élevés qui aient jamais été pratiqués en France, la majorité des acteurs évitent d'ajouter de surcroît l'incertitude qui résulterait de la variabilité des taux

⁵ Les prêts « atypiques » (montants déclarés très élevés) ont été exclus pour les calculs concernant les prêts à taux variable.

d'intérêt dont l'index le plus fréquemment utilisé (Euribor 3 mois ou 1 an) est à son niveau le plus bas, ce qui rend à peu près certaine une réévaluation à venir sur une très longue durée.



La part des PC à taux révisable baisse régulièrement au cours de ces trois années, pour se situer au plus bas (2.1%) ce dernier trimestre 2012.



Les établissements n'ont pas tous le même comportement pour la distribution des prêts conventionnés à taux révisable : les banques mutualistes ou coopératives sont pratiquement les seules à en distribuer (4.4% de leur production contre 5.3% en 2011 et 7.9% en 2010) tandis que ce type de prêt est marginal dans les banques (0.9% contre 1.9% en 2011 3.0% en 2010) et plus encore pour les établissements spécialisés (0.3% contre 2.3% de la production 2011 et 1.6% en 2010).

Cette particularité des banques mutualistes se retrouve dans la base des prêts à 0% où 4.8% des PC associés à un PTZ+ sont à taux variables en 2012, tandis que les établissements spécialisés et les banques n'accordent pratiquement que des PC à taux fixes (respectivement 99.7% et 100%).

A titre indicatif, dans la base FGAS, en 2012, 3.6% des PAS des banques mutualistes sont à taux variable pour 0.5% des PAS des établissements spécialisés et 0.7% des banques.

I) Un montant moyen prêté en augmentation, mais avec des grandes disparités.

Le montant moyen atteint 109 170 € cette année, en progression de 5.4% par rapport à l'année précédente et de 7.5% par rapport à 2010.

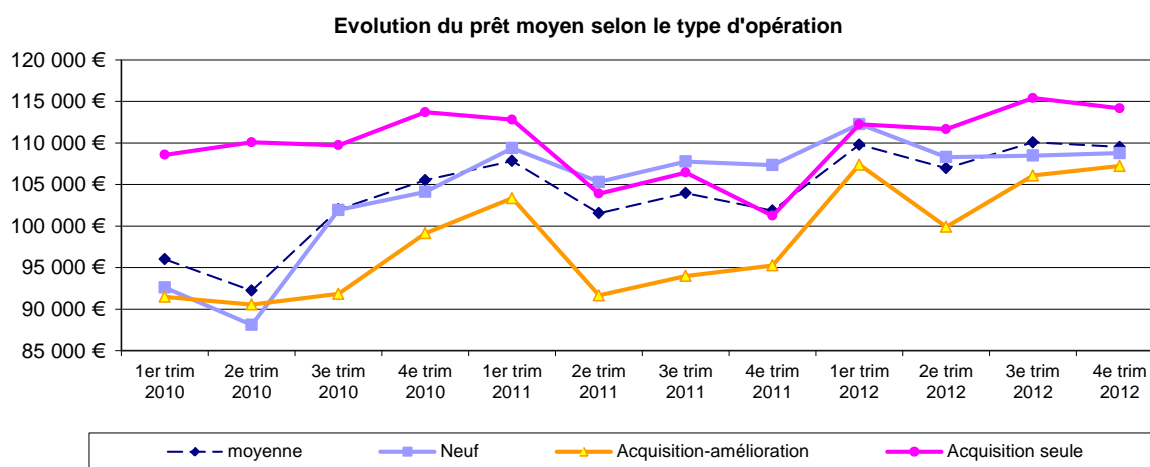
1) Comparaison par type d'opération

Le montant moyen pour le neuf augmente sensiblement moins par rapport à 2011 (+1.8%) que celui des acquisitions dans l'ancien : 9.7% pour l'acquisition avec amélioration et 7.6% pour l'acquisition seule.

Montants moyens selon le type d'opération :

	Ensemble	Neuf	Acquisition-amélioration	Acquisition seule	Travaux
2012	109 100 €	109 190 €	104 970 €	113 460 €	50 010 €
2011	103 470 €	107 290 €	95 710 €	105 490 €	49 410 €
2010	98 540 €	95 180 €	93 010 €	110 910 €	47 970 €
<i>Évolution 2011/2012</i>	<i>5.4%</i>	<i>1.8%</i>	<i>9.7%</i>	<i>7.6%</i>	<i>1.2%</i>

Compte tenu du faible nombre de prêts conventionnés accordés pour les travaux seuls, de 600 à 1000 par trimestre, leur montant moyen prêté n'est pas davantage détaillé dans la suite du paragraphe.



Le graphique ci-dessus, illustrant l'évolution depuis 2010 du montant moyen d'un prêt conventionné par type d'acquisition, montre que :

- Les prêts conventionnés octroyés pour financer des acquisitions sans travaux ou des opérations dans le neuf sont similaires au 1^{er} trimestre 2012. A compter du 2^e trimestre 2012, l'acquisition seule nécessite un plus gros montant de PC que le neuf, l'écart atteignant près de 7 000 € au 3^e trimestre 2012.
- Le montant moyen pour le neuf était supérieur à celui d'un achat dans l'ancien sur la seule période du 2^e trimestre 2011 au 4^e trimestre 2011.
- Une opération pour acquisition avec amélioration dans l'ancien reste celle qui nécessite le montant le plus faible (à l'exception du 2^e trimestre 2010, où il est supérieur d'à peine 290 € à celui du neuf).

(Dans la base FGAS⁶, pour les prêts émis en 2012, on constate également un montant moyen prêté pour les acquisitions seules supérieur à celui des opérations dans le neuf pour les prêts émis à compter du 2^e trimestre (différence atteignant 6 000€ au 3^e trimestre). Cette situation s'était également produite du 1^{er} trimestre 2009 au 2^e trimestre 2010 avec un écart maximum de 14 000 € au profit de l'acquisition seule).

2) Comparaison par type de taux

Montants moyens selon le type de taux

	Ensemble	Taux fixe	Taux révisable
2012	109 100 €	108 220 €	129 080 €
2011	103 470 €	102 370 €	118 480 €
2010	98 540 €	97 810 €	111 770 €
<i>Évolution 2012/2011</i>	<i>5.4%</i>	<i>5.7%</i>	<i>8.9%</i>

Les PC à taux révisables financent toujours des prêts d'un montant plus élevé que ceux à taux fixe⁷. Entre 2011 et 2012, le montant moyen d'un PC à taux fixe augmente de 5.7% et celui d'un taux révisable de 0.4%. Alors qu'en 2011, l'écart de montant était d'environ 16 000 € au profit des taux révisables⁸, il se situe à presque 20 000 € en 2012, sachant que comme vu ci-avant, cela porte sur une proportion faible, moitié moindre que l'année précédente.

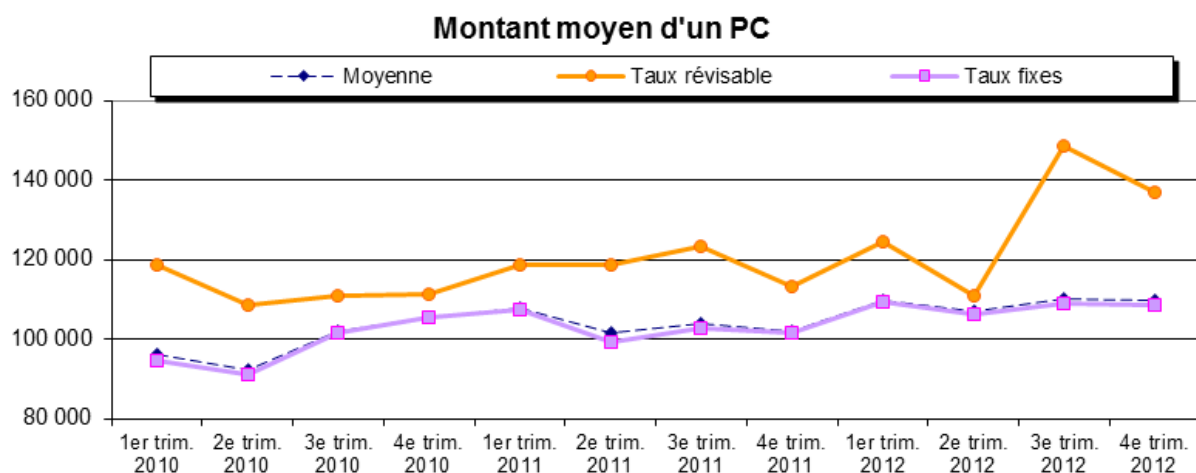
(Dans la base FGAS, l'écart des montants moyens s'élève en 2012 à environ 8 000 € au profit des taux variables pour un coût d'opération supérieur d'environ 23 000 € tandis qu'en 2011 ces mêmes écarts étaient respectivement de 17 500 € et 17 300 €. Les premières mensualités des prêts à taux variable sont traditionnellement moins élevées puisque ces prêts associent souvent un taux plus faible et une

⁶ Rappel : Base FGAS avec les déclarations reçues au 16 juillet 2013 qui sont loin d'être définitives (elles ne le sont en général qu'au bout d'environ deux ans).

⁷ Les prêts « atypiques » (montants déclarés très élevés) ont été exclus pour les calculs concernant les prêts à taux variable.

⁸ La base de données PC n'est pas assez renseignée pour permettre d'étudier une corrélation entre montants, durées et taux variables.

durée plus longue permettant ainsi des niveaux d'emprunts plus élevés même si c'est de moins en moins vrai plus les taux sont bas).



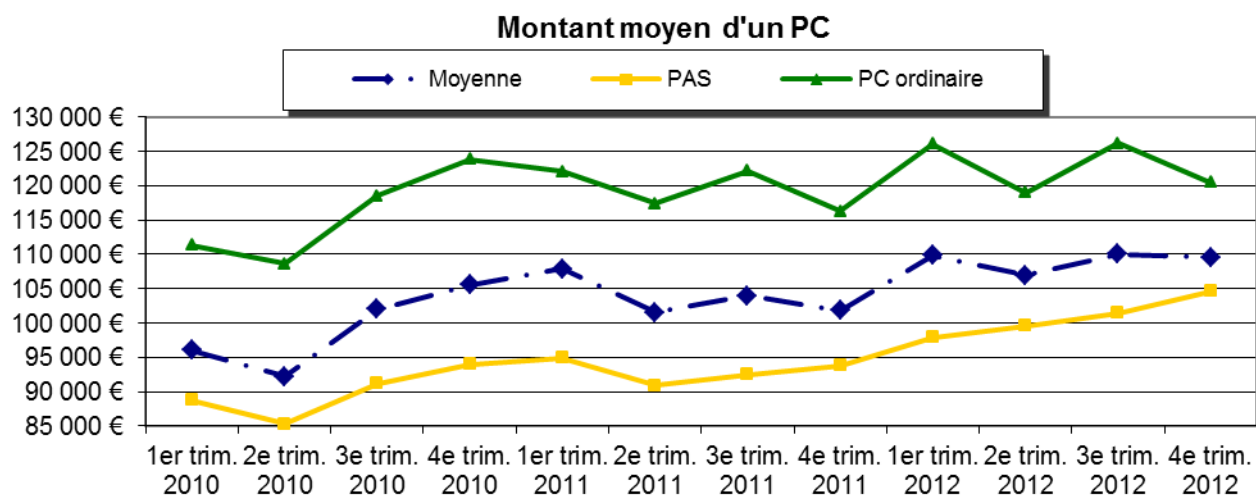
3) Comparaison PAS et non PAS

Sur l'ensemble de l'année 2012, le montant moyen du PAS, en augmentation de 9.3%, reste inférieur à celui des PC ordinaires de 21 170 €

Montants moyens selon le type de prêt :

	Ensemble	PAS	Non PAS
2012	109 100 €	101 550 €	122 720 €
2011	103 470 €	92 920 €	119 270 €
Évolution 2012/2011	5.4%	9.3%	2.9%

L'année se termine avec un écart de 15 800 € au 4^e trimestre.



A titre d'information, dans la base FGAS, au 16 juillet 2013, le montant moyen d'un PAS émis en 2012 est de 100 210€ et de 91 020€ pour ceux de 2011, ce qui donnerait les valeurs suivantes :

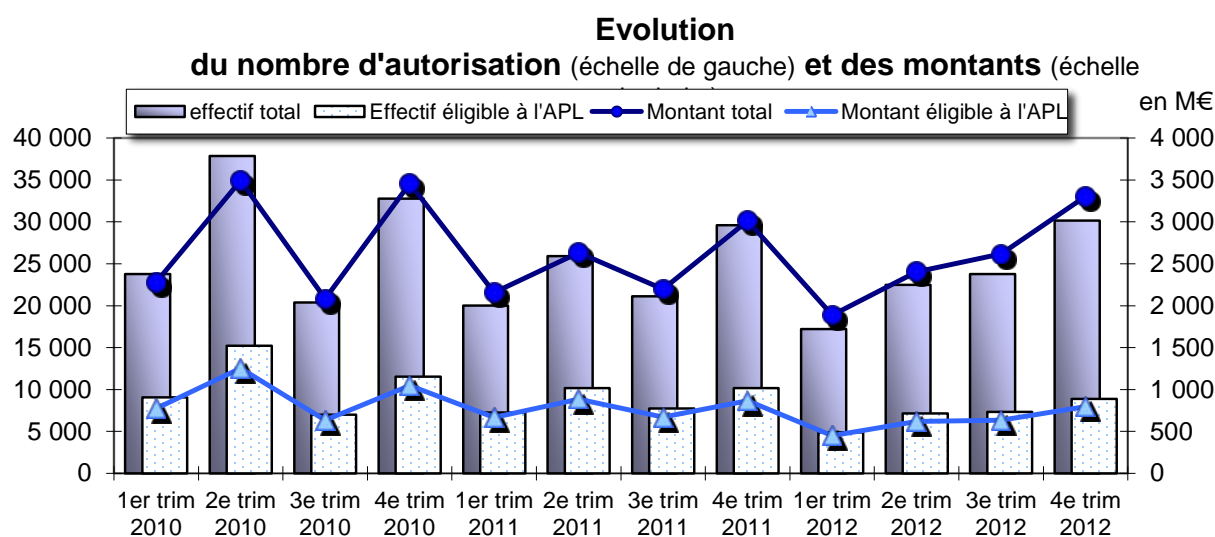
	Ensemble	PAS	Non PAS
2012	109 100 €	100 210 €	123 000 €
2011	103 470 €	91 020 €	123 100 €

Dans la base des prêts à taux zéro, les prêts PAS associés à un PTZ+ ont un montant moyen de 119 000€ en 2012 et 105 300€ en 2011. Concernant les prêts PC en complément d'un PTZ+, le montant moyen est de 131 400€ en 2012 et 124 100€ en 2011. Il est rappelé que les bénéficiaires de prêts à 0% sont tous primo-accédants.

J) Une baisse du nombre de PC éligibles à l'APL.

(cf. Annexe 1)

Le nombre de PC permettant à l'emprunteur de bénéficier de l'APL⁹ au moment de l'offre de prêt a diminué de 19.9% en un an et de 34.0% sur deux ans. Moins d'un tiers des prêts conventionnés permettent à leur titulaires de bénéficier de l'APL au moment de la conclusion du contrat de prêt et 24.4% de l'ensemble des montants prêtés (contre respectivement 36.6% et 30.9% pour l'année 2011 et 37.3% et 32.8% pour l'année 2010).



⁹ Si tous les PC ouvrent potentiellement droit à l'APL, celle-ci n'est pas obligatoirement versée car elle est fonction d'un barème intrinsèque dépendant notamment de la localisation de l'opération et des revenus du ménage : on entend donc ici par « éligibilité à l'APL » le versement effectif d'une APL non nulle pour l'opération considérée au moment de la conclusion du contrat de prêt (en cas de baisse de revenus ultérieure il peut se faire que l'APL soit versée même si elle ne l'était pas au début du remboursement du prêt).

Le montant moyen d'un PC éligible à l'APL est de 88 200 €, en hausse de 0.9% par rapport à l'année précédente et celui non éligible de 122 700 €(+2.9% par rapport à 2011).

On note de fortes différences selon les prêteurs :

- Pour les banques, 24.7% des prêts seront éligibles à l'APL, ce qui représente une baisse d'un tiers des effectifs par rapport à 2011. Cependant il existe de grandes diversités dans les déclarations ; certains établissements ne déclarent aucun ménage bénéficiaire de l'APL. A l'opposé, ce pourcentage atteint 100% depuis 2010 pour un distributeur (contre 81% en 2009, 54% en 2008 et 52% en 2007).
- 34.9% des PC accordés par les banques mutualistes ou coopératives sont concernés par l'APL, contre 34.9% en 2011 et 43.8% en 2010. Certains établissements déclarent tous les prêts non éligibles. Un distributeur déclare depuis 2010 environ 90% des emprunteurs pouvant bénéficier de l'APL. Un autre établissement déclarant sa part de prêts bénéficiant d'APL autour de 78% jusqu'à fin 2009, déclare pour 2010, une proportion de 63% qui redescend à 54% en 2011 et 46% cette année.
- Les établissements spécialisés ont leur part de PC éligibles à l'APL en baisse, passant de 34.8% en 2011 à 23.5% cette année. Cette proportion est de 26% cette année (35% en 2010 et 42% en 2011) pour un distributeur qui la déclarait auparavant supérieure à 90%.

Compte-tenu de la dispersion de l'information déclarée, il y a donc lieu de ne pas tirer de conclusions définitives des statistiques concernant l'APL. On se reportera aux statistiques de la SGFGAS sur le PAS pour une étude plus approfondie de ce sujet concernant les PAS et les PTZ garantis (bilan annuel 2012 dans les paragraphes intitulés « Présomption d'éligibilité à l'APL des emprunteurs », où une analyse des anomalies constatées montre qu'un certain nombre d'établissements de crédit déclarent systématiquement l'ensemble de leurs emprunteurs PAS, ELIGIBLES à l'APL. Des études sont faites en substituant aux observations brutes le résultat d'un calcul conventionnel plus significatif dans ses exploitations que celles qui peuvent être faites à partir de la variable déclarée par les EC).

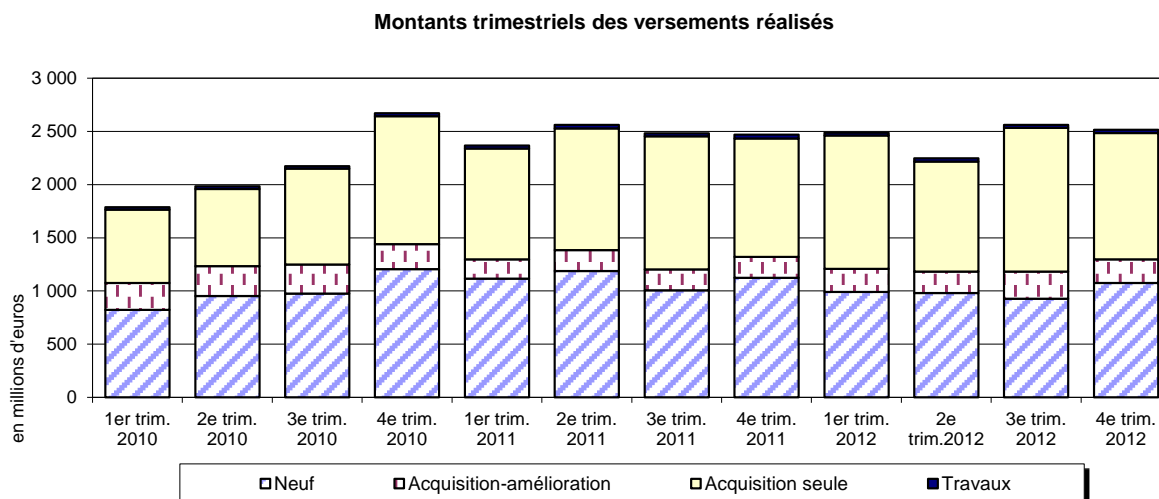
K) Les montants effectivement versés en recul.

(cf. Annexe 5)

L'ensemble des versements réalisés depuis la fin de l'année précédente (regroupés sous le vocable « affaires nouvelles ») totalise 9 810 M€ pour l'année 2012 (9 880 M€ pour l'année 2011 et 8 612 M€ pour l'année 2010), soit une baisse de 0.7% par rapport à l'année précédente et une augmentation de 13.9% par rapport à 2010. Ces progressions sont les conséquences des délais nécessaires entre les autorisations et les déblocages des prêts d'une forte production dans le neuf pour l'année 2010 et dans l'ancien, en particulier sans travaux, en 2011.

Les versements dans l'ancien sont en hausse de 6.1% pour l'acquisition seule et de 16.1% pour l'acquisition avec amélioration. Les affaires nouvelles dans le neuf diminuent de 10.4% et retrouvent sensiblement leur niveau de 2010.

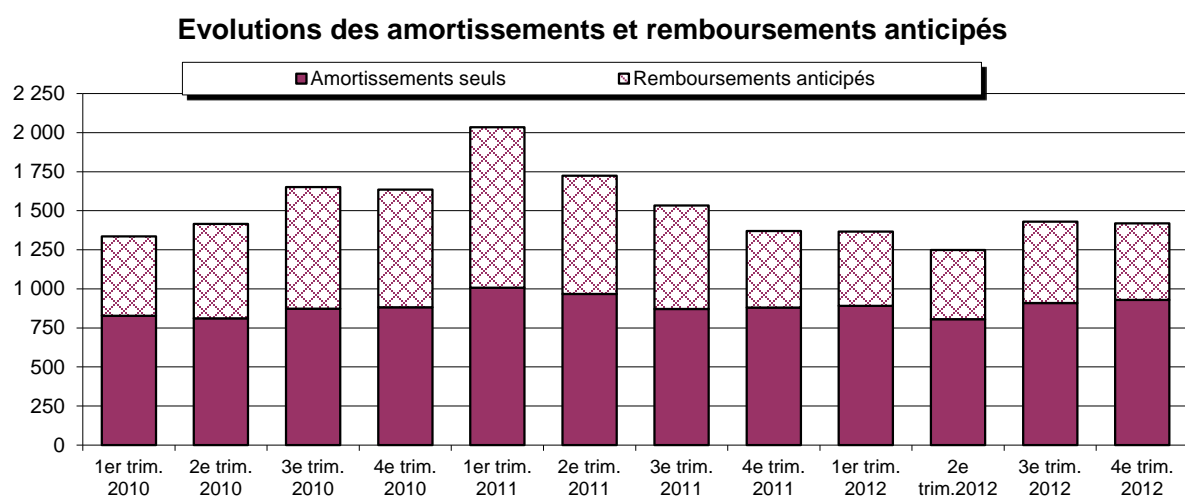
Cette année, les versements réalisés concernent pour la moitié l'acquisition seule (49.2%), 40.5% pour le neuf, 9.1% pour l'acquisition avec amélioration et 1.2% pour les travaux.



L) Baisse des amortissements et des remboursements anticipés.

(cf. Annexe 5)

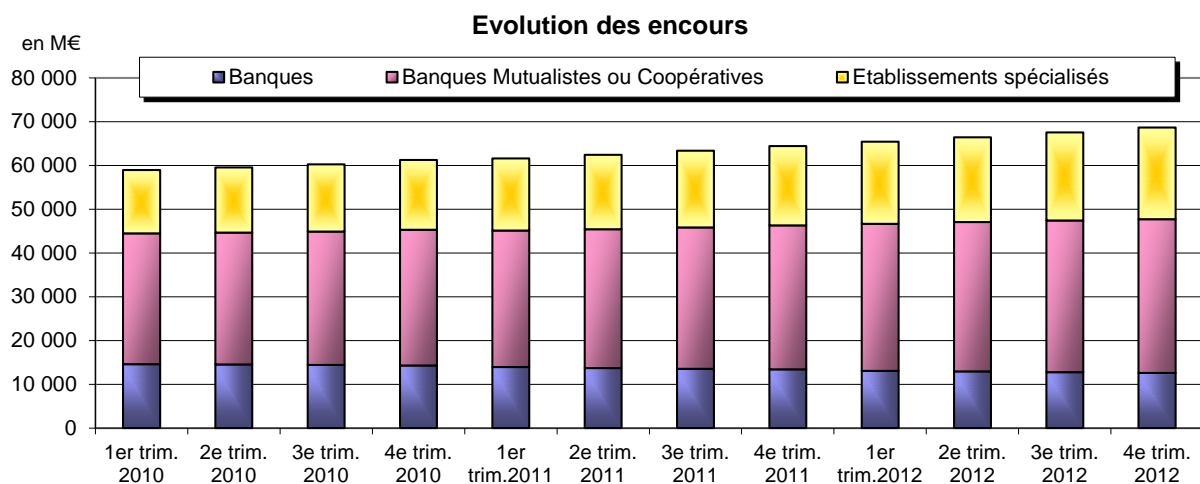
L'ensemble des amortissements (y compris remboursements anticipés et ajustements) totalise 5 464 M€ pour l'année 2012, en baisse de 18.0% par rapport à 2011. Les remboursements anticipés sont en forte baisse (-34.3% par rapport à 2011). Ils représentent 1 931 M€, soit 35.3% du total des amortissements (contre 44.1% en 2011 et 43.8% en 2010). Par conséquent, les amortissements nets des remboursements anticipés se chiffrent à 3 534 M€ contre 3 724 M€ en 2011 et 3 392 M€ en 2010, ce qui représente une baisse par rapport à 2011 de 5.1% et une augmentation de 4.2% par rapport à 2010.



M) L'encours des prêts : 65 milliards d'euros.

(cf. Annexes 1 et 4)

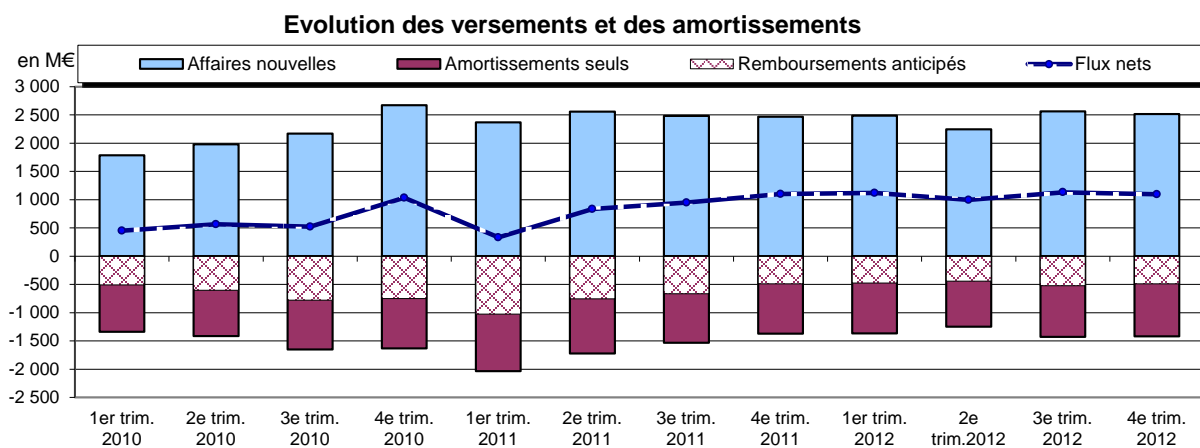
L'encours a augmenté de 6.5% au cours de l'année 2012, avec une hausse plus importante chez les établissements spécialisés (+15.3%) et les banques mutualistes ou coopératives (+6.7%). L'encours des banques régresse de 5.8%.



La répartition de l'encours entre les différents prêteurs fin décembre 2012 est un peu modifiée par rapport à l'année précédente (entre parenthèses, les valeurs à fin décembre 2011):

- Banques : 18.4% (20.8%)
- Banques mutualistes ou coopératives : 51.2% (51.1%)
- Etablissements spécialisés : 30.5% (28.1%)

La hausse continue de l'encours s'explique par le fait que les affaires nouvelles sont toujours supérieures aux amortissements. Cette année le flux positif d'encours¹⁰ est de 4 346 millions d'euros (contre 3 218 millions d'euros en 2011 et 2 575 millions d'euros en 2010).



¹⁰ Egal à la différence entre Versements et Amortissements (y compris remboursements anticipés)

A la fin de l'année 2012 et comparativement à l'année précédente :

- L'encours des PC avec APL représente 28.7% de l'encours total (-1.2 point).
- L'encours des PAS représente toujours plus de la moitié du total (58.3% soit +0.5 point).
- L'encours des PC d'une durée supérieure à 20 ans représente 46.6% de l'encours global, (+3.2 points). Pour mémoire, il représentait 43.4% fin 2011, 40.0% fin 2010, 37.5% fin 2009, 34.5% fin 2008, 32.8% fin 2007, 26.5% au 4^e trimestre 2006 et 19.6% au 4^e trimestre 2005.

ANNEXES

<u>Annexe 1 : Situation récapitulative des prêts conventionnés</u>	<u>2</u>
<u>Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs</u>	<u>3</u>
<u>Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations</u>	<u>5</u>
<u>Annexe 4 : Autorisations PC / PAS</u>	<u>7</u>
<u>Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours</u>	<u>8</u>
<u>Annexe 6 : Autorisations des prêts conventionnés par établissements</u>	<u>10</u>
<u>Annexe 7 : Liste des établissements</u>	<u>12</u>

Annexe 1 : Situation récapitulative des prêts conventionnés

Déclarations reçues au 29/04/13

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

Récapitulatif

M€	Autorisations de Prêt			Flux affectant les encours de prêts			Encours des prêts
	Effectifs	Montant	Montant moyen d'un PC	Affaires Nouvelles (1)	Amortissements, RA et ajustements (1)	Flux nets	
2012	93 621	10 214.1	0.109	9 810.3	5 464.2	4 346.1	68 638
4e trimestre	30 172	3 304.4	0.110	2 516.1	1 418.7 (2)	1 097.4	68 638
3e trimestre	23 774	2 616.9	0.110	2 561.4	1 429.5 (2)	1 132.0	67 540
2e trimestre	22 473	2 404.0	0.107	2 247.1	1 249.2 (2)	997.9	66 408
1er trimestre	17 202	1 888.8	0.110	2 485.6	1 367 (2)	1 118.8	65 410 (4)
2011	96 671	10 002.4	0.103	9 879.6	6 661.6	3 218.0	64 436
4e trimestre	29 587	3 013.4	0.102	2 469.3	1 370 (3)	1 099.4	64 436
3e trimestre	21 141	2 197.8	0.104	2 482.4	1 534 (3)	948.7	63 337
2e trimestre	25 930	2 633.0	0.102	2 559.9	1 723 (3)	836.4	62 388 (5)
1er trimestre	20 013	2 158.2	0.108	2 367.9	2 035 (2)	333.4	61 565 (6)
2010	114 781	11 310.8	0.099	8 612.2	6 037.5	2 574.7	61 245
4e trimestre	32 756	3 456.5	0.106	2 671.3	1 634 (2)	1 036.9	61 245
3e trimestre	20 404	2 081.6	0.102	2 172.1	1 651 (2)	521.1	60 208 (7)
2e trimestre	37 858	3 491.4	0.092	1 982.8	1 416 (2)	566.7	59 517
1er trimestre	23 763	2 281.3	0.096	1 786.1	1 336 (2)	450.0	58 950

M€	Ensemble		dont PC éligibles à l'APL		dont PAS		dont PC à taux révisables	
	Effectifs (1)	Montant	Effectifs (1)	Montant	Effectifs (1)	Montant	Effectifs (1)	Montant
2012	93 621	10 214.1	28 293	2 495.4	60 237	6 116.8	2 535	357.1
4e trimestre	30 172	3 304.4	8 872	795.5	20 890	2 186.0	625	94.6
3e trimestre	23 774	2 616.9	7 334	633.0	15 485	1 571.2	579	94.6
2e trimestre	22 473	2 404.0	7 167	618.8	13 934	1 387.7	738	94.3
1er trimestre	17 202	1 888.8	4 920	448.2	9 928	971.9	593	73.7
2011	96 671	10 002.4	35 339	3 088.8	57 988	5 388.3	4 030	518.4
4e trimestre	29 587	3 013.4	10 162	866.2	18 968	1 778.3	826	93.4
3e trimestre	21 141	2 197.8	7 738	670.1	12 982	1 200.8	865	116.1
2e trimestre	25 930	2 633.0	10 179	886.3	15 527	1 411.2	1 317	187.6
1er trimestre	20 013	2 158.2	7 260	666.2	10 511	998.0	1 022	121.3
2010	114 781	11 310.8	42 845	3 706.7	75 142	6 711.2	6 042	675.3
4e trimestre	32 756	3 456.5	11 542	1 045.3	20 085	1 887.9	1 315	146.1
3e trimestre	20 404	2 081.6	7 015	633.8	12 314	1 122.4	1 203	133.4
2e trimestre	37 858	3 491.4	15 224	1 255.2	26 632	2 271.4	2 182	236.5
1er trimestre	23 763	2 281.3	9 064	772.4	16 111	1 429.5	1 342	159.2

(1) Sous toutes réserves, compte tenu des lacunes constatées dans les déclarations d'affaires nouvelles et d'amortissements.

Les affaires nouvelles représentent les versements réalisés depuis la fin du trimestre précédent.

(2) Un établissement déclare des rachats de créances.

(3) Un établissement déclare des rachats de créances, un autre réaffecte des prêts (PC ou PAS) en prêts non réglementés suite à réaménagement .

(4) Des établissements ont procédé à des ajustements pour un total de 144 614 K €

(5) Erreur d'une société dans la reprise des encours par type de contrat (13 561 K €)

(6) Un établissement a procédé à une régularisation de 12 679 K € (prêts en cours de déblocage)

(7) Un établissement a procédé à un ajustement de 169 839 K €

Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs

Déclarations reçues au 29/04/13

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

Autorisations par type de prêteur - Effectifs

	Ensemble	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablis sements spécialisés
2012	93 621	6 474	54 292	32 855
	100.0%	6.9%	58.0%	35.1%
4e trimestre	30 172	1 878	16 334	11 960
3e trimestre	23 774	1 598	13 622	8 554
2e trimestre	22 473	1 356	13 513	7 604
1er trimestre	17 202	1 642	10 823	4 737
2011	96 671	8 256	62 008	26 407
	100.0%	8.5%	64.1%	27.3%
4e trimestre	29 587	1 921	16 872	10 794
3e trimestre	21 141	1 970	13 559	5 612
2e trimestre	25 930	2 505	17 653	5 772
1er trimestre	20 013	1 860	13 924	4 229
2010	114 781	12 711	64 041	38 029
	100.0%	11.1%	55.8%	33.1%
4e trimestre	32 756	2 524	18 911	11 321
3e trimestre	20 404	2 815	12 522	5 067
2e trimestre	37 858	3 613	19 914	14 331
1er trimestre	23 763	3 759	12 694	7 310

Autorisations par type de prêteur - Montants en M€

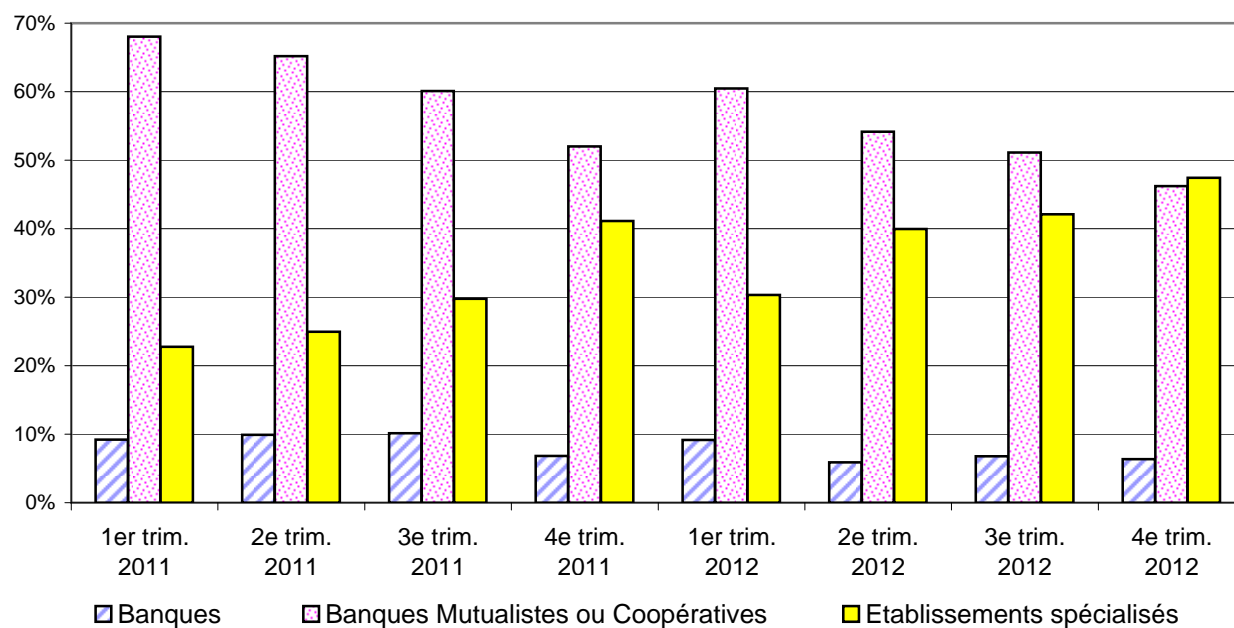
	Ensemble	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablis sements spécialisés
2012	10 214.1	701.8	5 310.1	4 202.2
	100.0%	6.9%	52.0%	41.1%
4e trimestre	3 304.4	209.9	1 527.5	1 567.1
3e trimestre	2 616.9	176.9	1 338.3	1 101.7
2e trimestre	2 404.0	141.7	1 302.0	960.3
1er trimestre	1 888.8	173.3	1 142.3	573.2
2011	10 002.4	887.1	6 073.0	3 042.3
	100.0%	8.9%	60.7%	30.4%
4e trimestre	3 013.4	205.8	1 567.9	1 239.8
3e trimestre	2 197.8	222.6	1 320.6	654.6
2e trimestre	2 633.0	260.5	1 716.1	656.4
1er trimestre	2 158.2	198.3	1 468.4	491.6
2010	11 310.8	1 356.3	6 067.7	3 886.7
	100.0%	12.0%	53.6%	34.4%
4e trimestre	3 456.5	286.8	1 905.9	1 263.8
3e trimestre	2 081.6	302.2	1 240.4	539.0
2e trimestre	3 491.4	379.0	1 749.8	1 362.6
1er trimestre	2 281.3	388.3	1 171.6	721.4

[Page suivante](#)

Annexe 2 : Autorisations des prêts conventionnés par principaux Prêteurs

Déclarations reçues au 29/04/13

PARTS DE MARCHE (en montant d'autorisations des PC)



Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations

Déclarations reçues au 29/04/13

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

Autorisations par type d'opérations - Effectifs

	Ensemble	Neuf	Acquisition- amélioration	Acquisition seule	Travaux
2012	93 621	39 795	8 465	42 739	2 622
	100.0%	42.5%	9.0%	45.7%	2.8%
4e trimestre	30 172	15 759	2 267	11 490	656
3e trimestre	23 774	9 239	2 398	11 520	617
2e trimestre	22 473	8 256	2 268	11 183	766
1er trimestre	17 202	6 541	1 532	8 546	583
2011	96 671	37 549	8 410	47 488	3 224
	100.0%	38.8%	8.7%	49.1%	3.3%
4e trimestre	29 587	11 823	2 598	14 462	704
3e trimestre	21 141	7 851	1 905	10 701	684
2e trimestre	25 930	10 275	2 171	12 581	903
1er trimestre	20 013	7 600	1 736	9 744	933
2010	114 781	64 513	11 397	35 682	3 189
	100.0%	56.2%	9.9%	31.1%	2.8%
4e trimestre	32 756	17 269	2 573	11 928	986
3e trimestre	20 404	8 667	2 531	8 535	671
2e trimestre	37 858	25 254	3 443	8 304	857
1er trimestre	23 763	13 323	2 850	6 915	675

Autorisations par type d'opérations - Montants M€

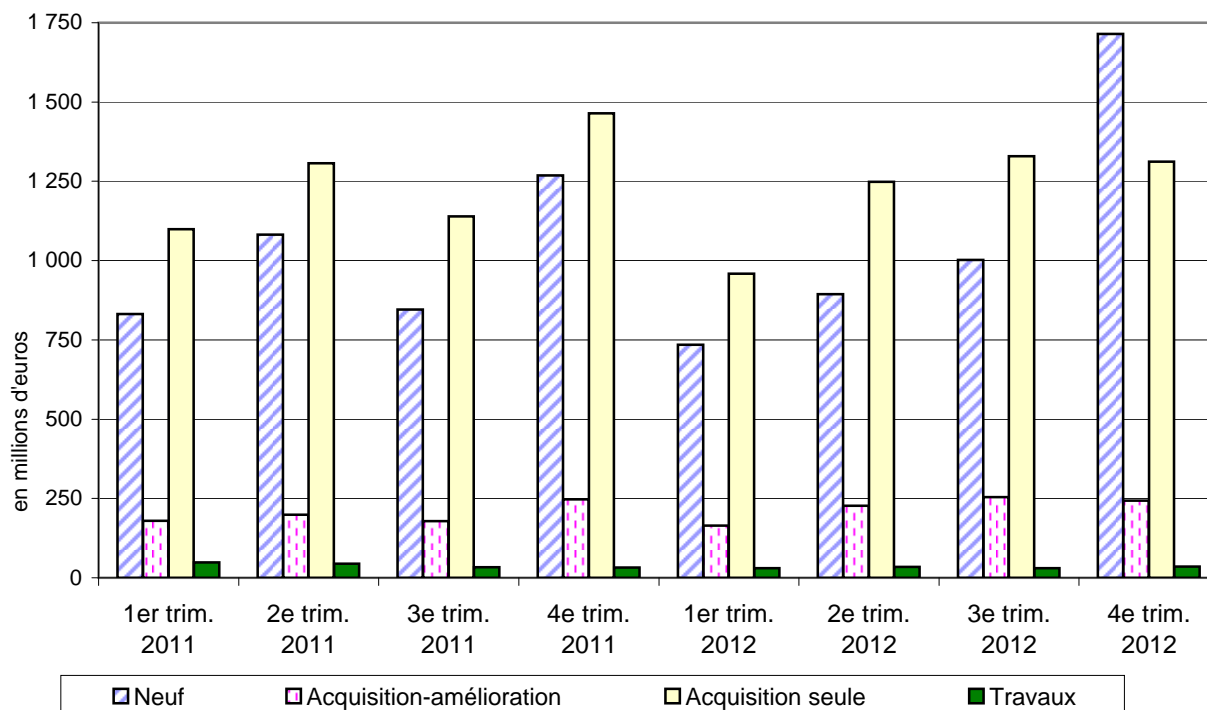
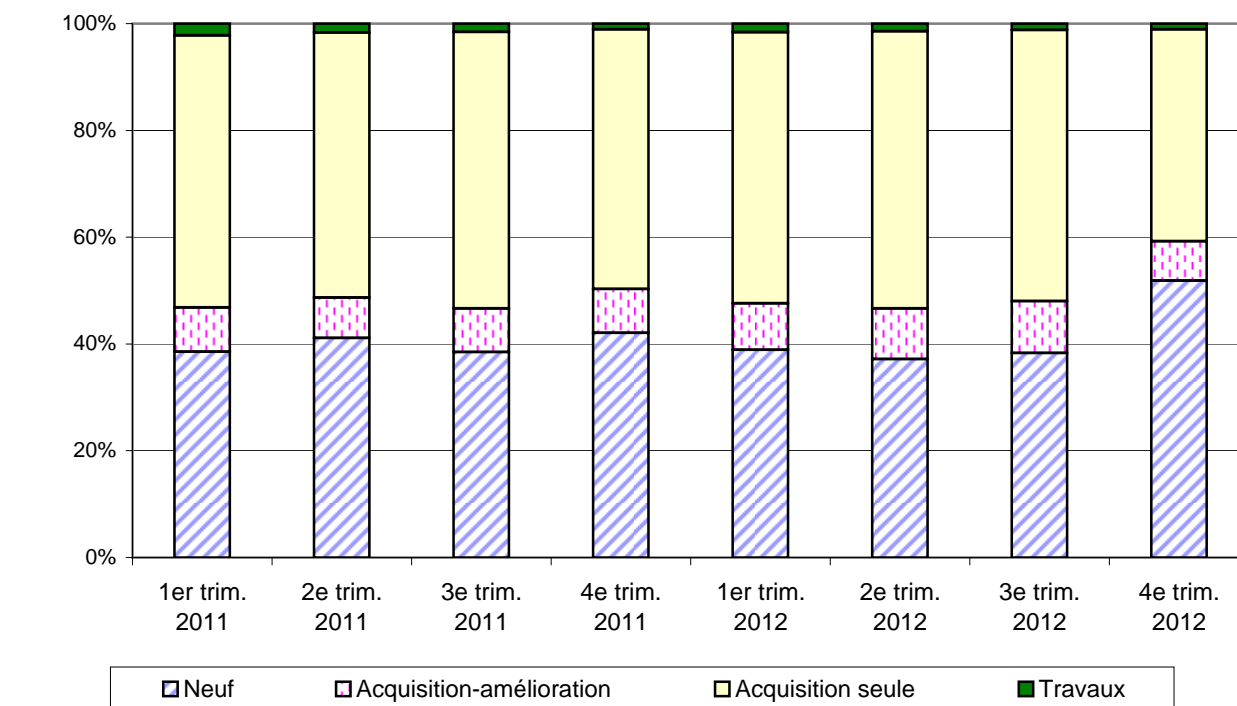
	Ensemble	Neuf	Acquisition- amélioration	Acquisition seule	Travaux
2012	10 214.1	4 345.1	888.6	4 849.3	131.1
	100.0%	42.5%	8.7%	47.5%	1.3%
4e trimestre	3 304.4	1 714.3	243.1	1 311.8	35.2
3e trimestre	2 616.9	1 002.3	254.4	1 329.5	30.7
2e trimestre	2 404.0	894.1	226.6	1 248.8	34.6
1er trimestre	1 888.8	734.4	164.5	959.2	30.6
2011	10 002.4	4 028.6	804.9	5 009.6	159.3
	100.0%	40.3%	8.0%	50.1%	1.6%
4e trimestre	3 013.4	1 269.1	247.5	1 464.2	32.7
3e trimestre	2 197.8	846.1	179.1	1 139.0	33.7
2e trimestre	2 633.0	1 082.1	199.0	1 307.2	44.7
1er trimestre	2 158.2	831.3	179.4	1 099.2	48.2
2010	11 310.8	6 140.2	1 060.0	3 957.6	153.0
	100.0%	54.3%	9.4%	35.0%	1.4%
4e trimestre	3 456.5	1 798.1	255.1	1 356.2	47.1
3e trimestre	2 081.6	883.5	232.4	936.5	29.1
2e trimestre	3 491.4	2 225.0	311.8	914.1	40.5
1er trimestre	2 281.3	1 233.6	260.7	750.8	36.2

[Page suivante](#)

Annexe 3 : Autorisations de prêts conventionnés par type d'opérations

Déclarations reçues au 29/04/13

REPARTITION (en montant d'autorisations des PC)

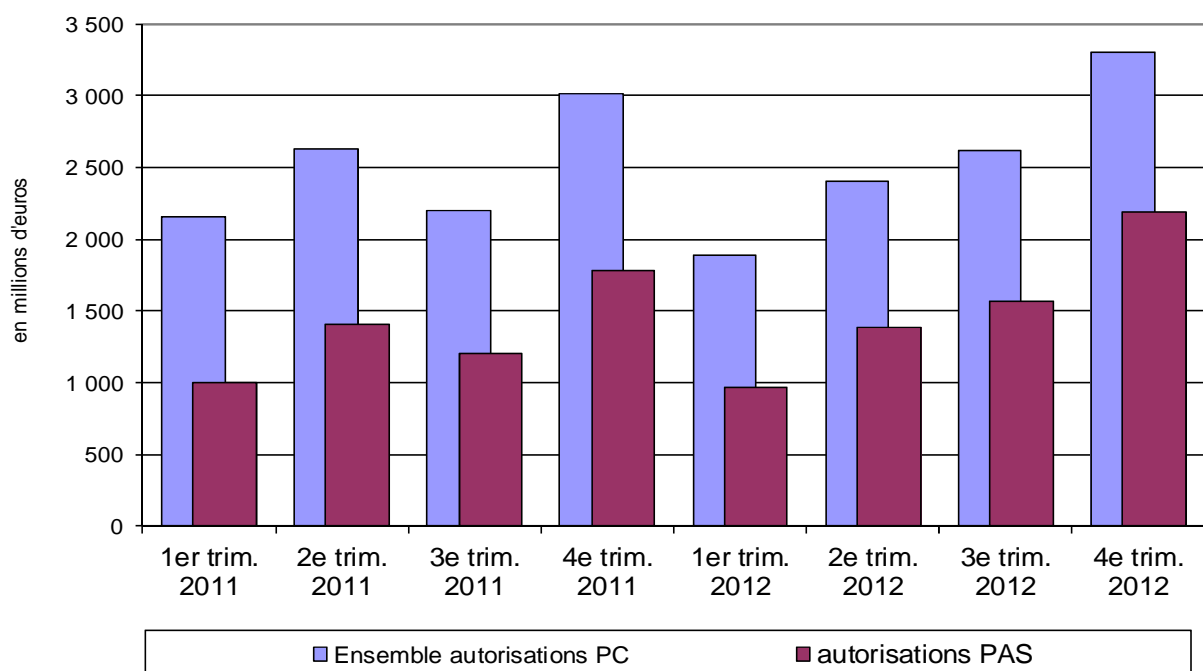


Annexe 4 : Autorisations PC / PAS

Déclarations reçues au 29/04/13

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

M€	Ensemble		dont PAS		Poids des PAS dans l'ensemble des PC	
	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant	Effectifs	Montant
2012	93 621	10 214.1	60 237	6 116.8	64.3%	59.9%
4e trimestre	30 172	3 304.4	20 890	2 186.0	69.2%	66.2%
3e trimestre	23 774	2 616.9	15 485	1 571.2	65.1%	60.0%
2e trimestre	22 473	2 404.0	13 934	1 387.7	62.0%	57.7%
1er trimestre	17 202	1 888.8	9 928	971.9	57.7%	51.5%
2011	96 671	10 002.4	57 988	5 388.3	60.0%	53.9%
4e trimestre	29 587	3 013.4	18 968	1 778.3	64.1%	59.0%
3e trimestre	21 141	2 197.8	12 982	1 200.8	61.4%	54.6%
2e trimestre	25 930	2 633.0	15 527	1 411.2	59.9%	53.6%
1er trimestre	20 013	2 158.2	10 511	998.0	52.5%	46.2%
2010	114 781	11 310.8	75 142	6 711.2	65.5%	59.3%
4e trimestre	32 756	3 456.5	20 085	1 887.9	61.3%	54.6%
3e trimestre	20 404	2 081.6	12 314	1 122.4	60.4%	53.9%
2e trimestre	37 858	3 491.4	26 632	2 271.4	70.3%	65.1%
1er trimestre	23 763	2 281.3	16 111	1 429.5	67.8%	62.7%



Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours

Déclarations reçues au 29/04/13

Encours global des Prêts Conventionnés (M€)

	Encours fin de période	dont PC avec APL (1)		dont PAS		dont PC d'une durée > à 20 ans	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
2012	68 638	19 710	28.7%	39 994	58.3%	31 965	46.6%
4e trimestre	68 638	19 710	28.7%	39 994	58.3%	31 965	46.6%
3e trimestre	67 540	19 875	29.4%	39 356	58.3%	30 913	45.8%
2e trimestre	66 408	19 857	29.9%	38 572	58.1%	29 960	45.1%
1er trimestre	65 410 (2)	19 459	29.7%	37 956	58.0%	28 995	44.3%
2011	64 436	19 244	29.9%	37 271	57.8%	27 981	43.4%
4e trimestre	64 436	19 244	29.9%	37 271	57.8%	27 981	43.4%
3e trimestre	63 337	19 133	30.2%	36 483	57.6%	26 907	42.5%
2e trimestre	62 388 (3)	19 062	30.6%	35 884	57.5%	25 883	41.5%
1er trimestre	61 565 (4)	18 809	30.6%	35 282	57.3%	24 887	40.4%
2010	61 245	18 847	30.8%	34 969 (5)	57.1%	24 518	40.0%
4e trimestre	61 245	18 847	30.8%	34 969 (5)	57.1%	24 518	40.0%
3e trimestre	60 208 (5)	19 067	31.7%	34 146 (5)	56.7%	24 014	39.9%
2e trimestre	59 517	19 254	32.4%	33 505 (5)	56.3%	23 497	39.5%
1er trimestre	58 950	19 299	32.7%	33 325 (5)	56.5%	22 652	38.4%

Encours des Prêts Conventionnés par types de prêteurs (M€)

	Encours fin de période	Banques	Banques Mutualistes ou Coopératives	Etablis sements spécialisés
2012	68 638	12 612	35 116	20 910
4e trimestre	68 638	12 612	35 116	20 910
3e trimestre	67 540	12 782	34 610	20 148
2e trimestre	66 408	12 961	34 085	19 363
1er trimestre	65 410 (2)	13 076	33 568	18 766
2011	64 436	13 387	32 920	18 129
4e trimestre	64 436	13 387	32 920	18 129
3e trimestre	63 337	13 522	32 299	17 515
2e trimestre	62 388 (3)	13 695	31 699	16 994
1er trimestre	61 565 (4)	13 923	31 187	16 455
2010	61 245	14 282	31 025	15 937
4e trimestre	61 245	14 282	31 025	15 937
3e trimestre	60 208 (5)	14 405	30 505	15 298
2e trimestre	59 517	14 544	30 109	14 863
1er trimestre	58 950	14 560	29 903	14 487

(1) Prêts dont les titulaires remplissaient, à la date de la demande, les conditions requises pour bénéficier de l'APL

(2) Des établissements ont procédé à des ajustements pour un total de 144 614 K €

(3) Erreur d'une société dans la reprise des encours par type de contrat (13 561 K €)

(4) Un établissement a procédé à une régularisation de 12 679 K € (prêts en cours de déblocage)

(5) Un établissement a procédé à un ajustement de 169 839K €

[Page suivante](#)

Annexe 5 : Historique trimestriel des flux et encours

Déclarations reçues au 29/04/13

Flux affectant les encours : affaires nouvelles réalisées et amortissements (M€)

Sous toutes réserves, compte tenu des lacunes constatées dans les déclarations d'affaires nouvelles et d'amortissements.
Les affaires nouvelles représentent les versements réalisés depuis la fin du trimestre précédent.

	Versements	Neuf		Acquisition- amélioration		Acquisition seule		Travaux		Amortissements, RA et ajustements	
Périodes	Montant	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	dont RA
2012	9 810	3 972	40.5%	895	9.1%	4 829	49.2%	115	1.2%	5 464	1 931
4e trimestre	2 516	1 075	42.7%	222	8.8%	1 187	47.2%	32	1.3%	1 419 (1)	489
3e trimestre	2 561	927	36.2%	254	9.9%	1 353	52.8%	28	1.1%	1 429 (1)	521
2e trimestre	2 247	980	43.6%	202	9.0%	1 035	46.1%	30	1.4%	1 249 (1)	444
1er trimestre	2 486	990	39.8%	217	8.7%	1 254	50.4%	25	1.0%	1 367 (1)	476
2011	9 880	4 433	44.9%	771	7.8%	4 551	46.1%	125	1.3%	6 662	2 937
4e trimestre	2 469	1 124	45.5%	195	7.9%	1 115	45.1%	35	1.4%	1 370 (2)	491
3e trimestre	2 482	1 005	40.5%	198	8.0%	1 251	50.4%	28	1.1%	1 534 (2)	663
2e trimestre	2 560	1 188	46.4%	195	7.6%	1 143	44.7%	33	1.3%	1 723 (2)	756
1er trimestre	2 368	1 115	47.1%	182	7.7%	1 043	44.0%	28	1.2%	2 035 (1)	1 027
2010	8 612	3 956	45.9%	1 039	12.1%	3 521	40.9%	97	1.1%	6 037	2 646
4e trimestre	2 671	1 206	45.1%	233	8.7%	1 205	45.1%	28	1.0%	1 634 (1)	753
3e trimestre	2 172	975	44.9%	273	12.6%	901	41.5%	23	1.1%	1 651 (1)	778
2e trimestre	1 983	952	48.0%	280	14.1%	725	36.6%	25	1.2%	1 416 (1)	606
1er trimestre	1 786	822	46.0%	253	14.2%	689	38.6%	21	1.2%	1 336 (1)	509

(1) Un établissement déclare des rachats de créances.

(2) Un établissement déclare des rachats de créances, un autre réaffecte des prêts (PC ou PAS) en prêts non réglementés suite à réaménagement .

Annexe 6 : Autorisations des prêts conventionnés par établissements

Déclarations reçues au 29/04/13

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

	2010		2011		2012	
	effectifs	Montants en M€	effectifs	Montants en M€	effectifs	Montants en M€
Banques Populaires (BPCE)	9 583	1 362.5	10 601	1 612.3	8 942	1 409.6
Caisses d'Epargne (BPCE)	9 095	738.4	7 069	565.6	6 315	500.6
Crédit Foncier de France	28 841	2 963.5	19 924	2 328.6	26 729	3 472.5
Groupe BPCE	47 519	5 064	37 594	4 506	41 986	5 383
Crédit Agricole	31 168	2 638.3	32 395	2 729.9	28 843	2 399.8
LCL	1 131	117.0	828	86.6	472	48.1
Groupe Crédit Agricole LCL	32 299	2 755	33 223	2 817	29 315	2 448
Crédit Mutuel	14 197	1 328.7	11 966	1 167.5	10 225	1 004.4
CIC	3 421	377.9	3 286	365.4	2 644	298.7
Groupe Crédit Mutuel CIC	17 618	1 707	15 252	1 533	12 869	1 303
BNP/PARIBAS	2 324	270.3	1 613	186.6	861	95.6
BNP Paribas Personal Finance	47	8.2	67	18.3	25	5.1
Groupe BNP	2 371	278	1 680	205	886	101
Crédit Immobilier de France	9 188	923.2	6 483	713.7	6 126	729.7
Société Générale	3 464	380.9	1 833	169.3	1 743	177.3
La Banque Postale	1 965	155.8	402	33.1	570	46.6
Autres	357	46.0	204	25.5	126	26.2
TOTAL	114 781	11 310.8	96 671	10 002.4	93 621	10 214.1

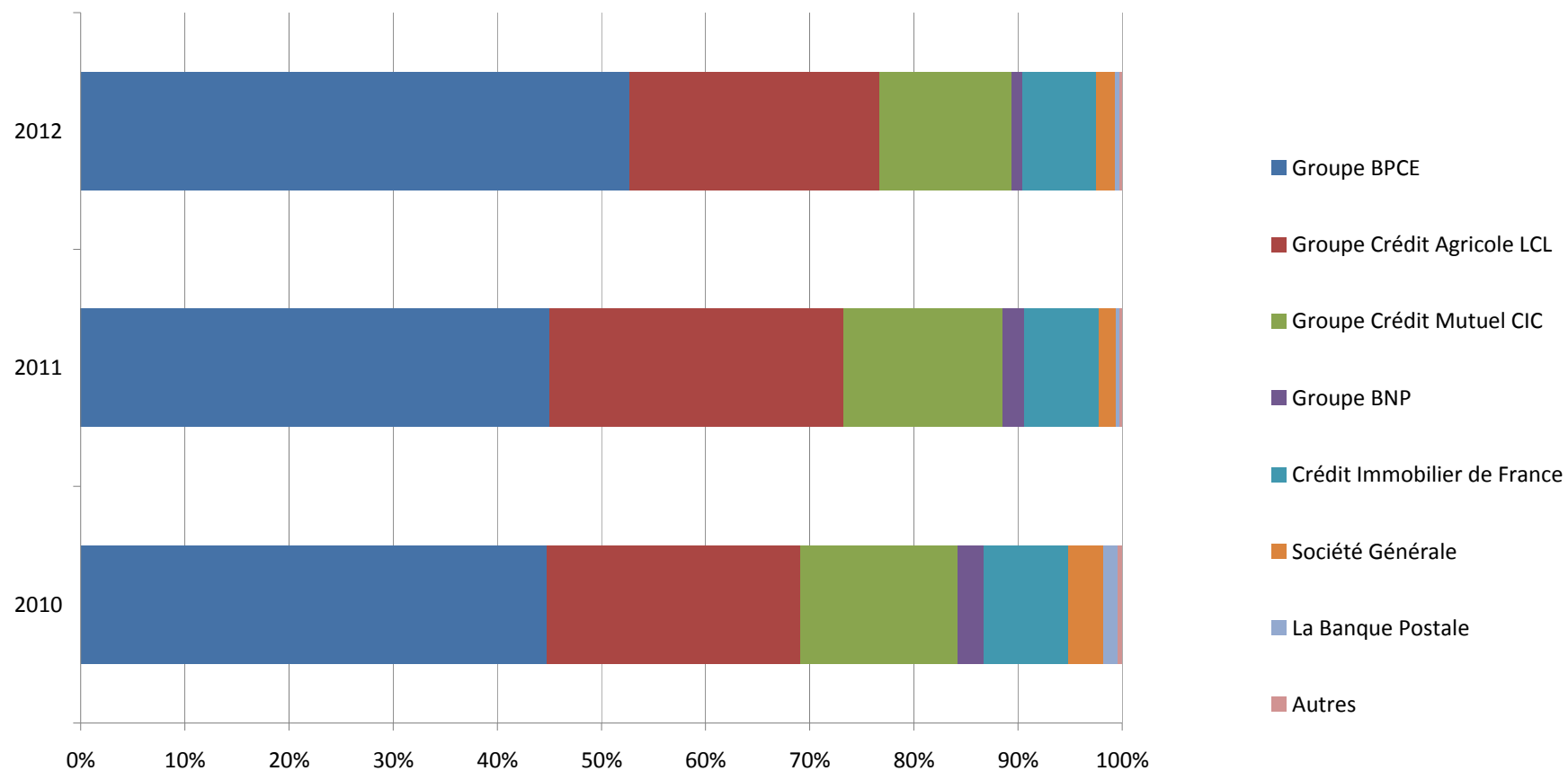
[Page suivante](#)

Annexe 6 : Autorisations des prêts conventionnés par établissements

Déclarations reçues au 29/04/13

Les prêts autorisés représentent les offres de prêts émises

PARTS DE MARCHE (en montant d'autorisations des PC)



Annexe 7 : Liste des établissements

déclarant à la SGFGAS un encours non nul fin décembre 2012

Banques

BANQUE CHALUS
BANQUE CIC Nord Ouest
BANQUE COURTOIS
BANQUE DE SAVOIE
BANQUE LAYDERNIER
BANQUE PRIVEE EUROPEENNE
BANQUE RHONE ALPES
BNP PARIBAS
BNP Paribas Personal Finance
Banque CIC Sud Ouest
CIC Est
CIC Ouest
CM-CIC Services
CREDIT COMMERCIAL DU SUD OUEST
CREDIT DU NORD
DEXIA Crédit Local
GE MONEY BANK
HSBC FRANCE
LA BANQUE POSTALE
LCL
LYONNAISE DE BANQUE
S B E
SOCIETE GENERALE
SOCIETE MARSEILLAISE CREDIT

Banques Mutualistes ou Coopératives

BANQUES POPULAIRES (BPCE)
CAISSES D'EPARGNE (BPCE)
CREDIT AGRICOLE s.a.
CREDIT MUTUEL

Etablissements spécialisés

CREDIT FONCIER DE FRANCE
GIE CIF Services